

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 23 MARS 1978 - N° 662

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76 - 1,70 F

## Grève à Antenne 2 L'information baillonnée

En se mettant en grève mercredi, les journalistes d'Antenne 2 protestent contre certaines manipulations d'Elkabbach entre les deux tours des élections.

Au delà de cette grève, au delà même de ces manipulations minables, c'est bien l'utilisation de ce formidable moyen de propagande qu'est la télévision qui est en cause.

Confortée dans son pouvoir, la droite va pouvoir continuer à se servir de la télé pour matraquer son point de vue. Tandis que Marchais et Mitterrand retournent à leurs studios de répétition pour mieux préparer leur numéro. Un seul absent dans cette télévision regardée par des dizaines de millions de gens : le peuple, avec sa misère et ses souffrances, avec ses luttes aussi.

Lui n'a pas le «droit d'antenne» comme on disait autrefois ; le «droit d'anesse», ou le «droit de cuissage».

# Un nouveau gouvernement pour la même austérité

Giscard tirait mercredi soir son bilan des élections législatives. A cette occasion chacun s'attendait à ce qu'il souligne implicitement tout le bénéfice qu'il tire du tassement du RPR, de l'émergence de l'UDF et surtout l'éclatement de l'Union de la gauche qui réglait déjà ses comptes dimanche soir devant les caméras.

Par ailleurs le chef de file de la droite devait aussi annoncer ou confirmer le

nom du nouveau chef de gouvernement.

Nouveau ? A l'heure où nous mettons sous presse la plupart des observateurs politiques s'accordent pour penser qu'il y a de grandes chances que Barre soit invité à refaire un tour de piste. Cela en soi, en dit long sur la manière dont Giscard parvient à convaincre «l'opinion» de sa volonté d'ouverture. En tout état de cause, même si un autre homme est

désigné on est sûr de ne pas se tromper en affirmant qu'il poursuivra fondamentalement la même politique que son prédécesseur et ceci au moins pour deux raisons. La première est la très faible marge de manœuvre de la bourgeoisie en crise. Celle-ci ne peut se permettre — sans risquer une faillite rapide de tous les équilibres qu'elle cherche à préserver — de lâcher de manière importante sur les revendications des travailleurs. La seconde raison tient à l'équilibre de la nouvelle assemblée. S'il est vrai que Giscard est parvenu à susciter un groupe parlementaire de taille respectable à sa dévotion, il n'en reste pas moins que comme le faisait remarquer un dirigeant du RPR : «Si Giscard n'est appuyé que par l'UDF il n'a aucune chance de survie. Il va essayer de débaucher vers la gauche mais autant le prévenir tout de suite : les communistes, quelques socialistes proches du CERES et nous, RPR, avons la majorité dans la nouvelle assemblée. On peut donc rendre les autres minoritaires».

Effectivement, parce qu'il n'a pas avec l'UDF un groupe parlementaire suffisamment important et que ses tentatives pour se rallier une partie significative des socialistes et de RG n'ont pu encore porter leurs fruits, le renouvellement politique de Giscard risque bien d'être imperceptible. Même politique économique, mêmes hommes : la politique de demain ressemblera à s'y méprendre à celle d'avant les élections.

## MAREE NOIRE

# 100 KM DE COTES TOUCHÉES



La «catastrophe» prend encore de l'ampleur. 100 km de côtes sont touchés, la pluie disperse du mazout sur les champs de choux-fleurs, qui en sont recouverts, et dans les prés, ce qui entraîne des maladies pour le bétail.

Aucun moyen sérieux n'est encore mis en œuvre pour éviter que les 120 000 tonnes restant dans le pétrolier ne viennent aggraver le désastre.

Lire en page 7  
le reportage de notre envoyé spécial

## BEGIN-CARTER

# LE PARTAGE DES ROLES

### Pas de soldats français au Sud-Liban !

L'état-major sioniste a annoncé un «cessez-le-feu» mardi, en fin d'après-midi au Sud-Liban, au moment où Begin était reçu par Carter. La coïncidence n'est pas fortuite. Le président américain a demandé le retrait des troupes sionistes, après les avoir laissées dévaster une partie du territoire libanais. C'est lui qui a lancé l'initiative de l'envoi de casques bleus au Sud-Liban : pour poser en arbitre, il souhaite obtenir une caution internationale à la constitution d'une «zone-tampon» faisant barrage aux activités de la Résistance palestinienne. Les Etats-Unis entendent en effet relancer l'offensive diplomatique auprès des pays arabes, qui avait déjà donné lieu à la rencontre Sadate-Begin, et dont l'agression au Sud-Liban qui devait briser la Résistance palestinienne, n'est que le prolongement militaire.

Le pouvoir giscardien, en décidant d'envoyer un contingent pour la force de l'ONU au Sud-Liban, apporte sa contribution directe aux manœuvres impérialistes contre les peuples palestinien et libanais.

Lire nos informations page 9

## Coba : solidarité avec la lutte du peuple argentin

### Rassemblement jeudi 23 mai à 18 h 30

### Devant l'Ambassade d'Argentine Métro : Kléber

A l'appel du COBA (Collectif pour le Boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football), soutenu par le PCR ml et d'autres organisations.

- ## Les reclassements :
- Fabre quitte la direction du MRG
  - Monod quitte la direction du RPR

Lire en page 3

## Commission exécutive CGT : canaliser les luttes à venir

Conformément aux déclarations de Ségué dimanche soir, la commission exécutive CGT, réunie mardi, a suivi l'analyse du PCF sur «l'absence d'un programme commun bien actualisé, cause principale de la défaite».

En appelant à des négociations dès aujourd'hui, la CGT cherche à enclencher un processus pour éviter que les luttes à venir n'échappent à l'emprise de sa direction confédérale.

Lire en page 5

## Bonne volonté trotskyste

«S'abstenir, c'est voter à droite (...) une abstention, c'est une voix de plus pour Barre-Giscard (...) Ceux qui n'auront pas contribué à la défaite de la droite ne pourront pas prétendre contribuer aux victoires de la classe ouvrière après le 19 mars... Qui a pu écrire cela sur un tract diffusé entre les deux tours, et qui prend toute sa saveur quand on connaît le résultat ? Le PCF, pour inciter ses électeurs à appliquer la discipline de désistement ? Pas du tout. C'est la LCR de Saint-Brieuc, qui a voulu ainsi prouver son attachement et sa bonne volonté vis-à-vis de l'Union de la gauche.

## Ouverture avancée

Jacques Barrot, ex-secrétaire d'Etat et toujours député UDF-CDS, n'a pas attendu le deuxième tour pour exprimer son désir d'ouverture. Dès la semaine dernière, il disait à Firminy : «Il n'est pas trop tard pour que les amis socialistes ouvrent les yeux» regrettant par ailleurs «que le score du 12 mars obtenu par le PS ne lui permette pas de parler haut et fort avec son partenaire PCF». En conséquence de quoi, Barrot déclarait — déjà — «qu'il y aurait un moyen de s'entendre» entre la majorité et Mitterrand.

## Obsèques de Bouloche

Les obsèques de Bouloche se sont déroulées mardi après-midi à Montbéliard, ville dont il était maire et député sortant.

Toute la bourgeoisie de droite et de gauche s'était fait représenter. On doit à Bonnet à cette occasion des compliments que le ministre de l'Intérieur ne pouvait faire qu'à un dévoué serviteur de la bourgeoisie.

## Démission du maire de Cannes

Bernard Cornut-Gentile a démissionné de ses fonctions de maire de Cannes.

Candidat malheureux aux dernières élections, il avait distribué un tract entre les deux tours annonçant cette intention s'il n'était pas élu. Ce monsieur à la susceptibilité exacerbée était député depuis 58 et se présentait, soutenu par les partis de gauche. Il avait appartenu au gouvernement de De Gaulle en 58, d'abord comme «sans portefeuille», puis comme ministre des Colonies avant d'être ministre des PTT de Debré en 59 !

## Tensions à la direction du PCF ?

Que l'éditorial de l'Humanité de mercredi 22 mars soit consacré à des attaques contre le PS n'a rien d'étonnant. Il y a déjà eu beaucoup d'éditoriaux de ce genre, et il y en aura encore beaucoup. L'intérêt de celui de mercredi réside dans le fait qu'il est signé Roland Leroy, et qu'il répond à l'attaque directe du PS contre Marchais.

Lundi soir, Mitterrand disait : «En multipliant ses attaques contre les socialistes, Georges Marchais a rendu service à la droite et renvoyé à plus tard l'heure du changement».

Leroy, lui, répond mercredi : «La direction du Parti communiste est une direction collective et l'attaque grossière contre notre secrétaire général est une attaque contre tout le parti et tous les communistes.»

Personne ne s'y trompera. Si Leroy éprouve le besoin d'insister sur le caractère collectif de la direction du PCF, c'est d'une part pour rassurer les militants de ce parti, et d'autre part, parce que la question de la cohésion de la direction PCF se pose. Qui pourrait croire qu'il n'y a pas aujourd'hui au Bureau Politique de tensions, quant à l'analyse de la tactique passée comme quant à la tactique à suivre maintenant.

Outre l'édito de Leroy, la convocation du Comité Central pour d'en plus d'un mois, est un autre indice de ce tatonnement et des tiraillements actuels dans les plus hautes instances du PCF.

## Les résultats du second tour

# DES MILLIERS DE VOIX DE GAUCHE NE SE SONT PAS REPORTEES SUR LE PCF

● Nous commençons la publication d'une série d'articles sur les résultats du second tour aux législatives, notamment sous l'angle des reports. Nous étudierons successivement la manière dont les candidats des quatre grandes formations : RPR, UDF, PS et PCF, se sont comportés durant ce deuxième tour.

Le PCF se trouve maintenant à la tête d'un groupe parlementaire de 86 députés. C'est le plus grand nombre de députés qu'il ait eu depuis 20 ans, depuis l'arrivée de De Gaulle. Que Marchais le veuille ou non, force est de constater que cette «victoire» n'est due qu'au type de scrutin en vigueur aujourd'hui, le scrutin uninominal à deux tours. En effet, le PCF gagne 13 députés par rapport à 1973, mais il perd 0,7 % des voix. Les fameux 21 % fixés comme objectif par Marchais le 7 janvier à la conférence nationale n'ont pas été atteints.

La progression en nombre de sièges ne peut pas non plus être interprétée comme une progression linéaire, le PCF gardant ses sièges de 73 et en conquérant d'autres. En fait, le PCF gagne dans 23 circonscriptions, et perd dans 10 autres où il était sortant (voir liste en encart). Ces victoires se

font au détriment d'une très large palette de partis : le PCF gagne 6 circonscriptions où le député sortant était PS, il prend 8 circonscriptions au RPR, 4 au CDS, 2 aux radicaux valoisiers, et une au PR, au «divers majorité» et au «divers gauche».

A l'issue du premier tour, le PCF avait remporté 4 sièges, et se trouvait en tête de la gauche dans 139 circonscriptions. Dans 109 d'entre elle, la gauche était majoritaire et devait donc logiquement l'emporter au second. Ce ne fut le cas que pour 81, puisque le RPR gagne d'autre part une circonscription où la droite était en tête, dans les Alpes Maritimes. Dans 28 cas, la gauche, majoritaire au premier tour, représentée par le PCF, s'est retrouvée minoritaire et battue au second.

A l'évidence, les reports se sont mal faits. Nous avons choisi deux exemples, dans des départe-

ments où les quatre candidats de la gauche étaient du PCF. Nous avons fait des calculs sur l'ensemble des départements en question, ce qui permet d'éviter de tomber dans des cas particuliers. Ces deux départements, l'Allier et la Marne, ne se distinguent en rien des autres départements, et ils sont équilibrés quant à la population rurale et urbaine.

Dans l'Allier, il y a eu 3 306 nouveaux votants au second tour. Le total des voix de gauche était de 118 504 au premier tour, il n'est que de 110 742 au second. En chiffre absolu, la gauche perd donc 7 762 voix.

Le total des voix de droite était de 99 369 voix au premier tour, il est de 111 059 au second. La droite gagne donc 11 690 voix entre les deux tours.

Dans une circonscription un candidat écologiste obtient 1 064 voix. L'écart entre droite et gauche dimanche dernier a été de 19 452 voix. Même si l'on considère que l'ensemble des 3 306 abstentionnistes du premier tour ont été voter pour la droite, même si l'on considère que la moitié des votants écologistes ont fait de même, il reste, on arrive à 3 800 voix de renfort à la droite. Où est le reste ? Précisément parmi les voix de la gauche au second tour. Pour ap-

précier précisément l'ampleur de ces reports effectués à l'envers, il faut retirer des voix de la gauche au premier tour celles qui c'étaient déjà portées sur le candidat du PCF, puisqu'on peut penser que ces électeurs là ont fait preuve de constance. Ils étaient 42 842 à voter PS, MRG, ou extrême gauche. Plus de 7 000 d'entre eux ont refusé leur voix au PCF au second tour, soit environ 18 %.

Les mêmes éléments se retrouvent dans la Marne, dans un département où pourtant le PCF avait en mars 77 remporté les trois villes de Reims, Châlons et Epernay. Au premier tour, la gauche a 127 031 voix, contre 134 969 à la droite. L'écart est alors de 7 938 voix.

A l'issue du deuxième tour, où la droite a rafflé toutes les circonscriptions, l'écart est de 32 388 voix. La encore, même si les 2 566 nouveaux votants, même si la moitié des 9 443 écologistes ou femmes ont voté à droite, il reste un gain de 12 000 voix pour la droite. 12 000 voix qui viennent des 60 650 votants à gauche au premier tour, soit autour de 20 %.

Certains sondages vont beaucoup plus loin dans cette appréciation des reports, puisqu'ils parlent de chiffre avoisinant les 35 à 40 % de voix ne s'étant pas reportées à gauche.

## Jean Daniel et Serge July d'accord

Les éditorialistes traditionnels de la presse ont donné leur point de vue sur le résultat des élections. Dans le *Nouvel Observateur*, Jean Daniel tonne contre le PCF : il écrit, après un long développement sur «l'imposture du PCF» : «Bref, en un mot, le pari sur l'évolution du Parti communiste a été perdu. Soit parce qu'il n'a pas changé, comme de nombreux lecteurs nous adjurent de le penser, soit parce que, comme je continue à le croire, l'échéance électorale les a surpris à mi-chemin de leur mutation...». Jean Daniel poursuit : «Il ne s'agit pas de rompre l'Union de la gauche, il s'agit de ne pas subir la rupture décidée par les autres. Il s'agit de ne pas dépendre, dans l'immobilité électorale, de cette union». Enfin, l'éditorialiste et directeur du *Nouvel Observateur*, par ailleurs très écouté au PS, conclut : «L'opinion n'acceptera pas qu'on lui fasse le coup — déjà ? — de la préparation de l'élection présidentielle, en gardant nos accusations pour le pouvoir, le sort, la fatalité. Il faut aller jusqu'au fond de l'analyse du crime du 23 septembre. Et puis ensuite, il faudra changer de ton, de discours, de réflexion...».

Dans *Libération*, Serge July consacre une page à «la gauche et ses échecs». Il constate bien sûr l'échec de la gauche, qu'il attribue au fait qu'«au contraire du PCI, l'Union de la gauche n'a pas joué la carte de sérieux gestionnaire», et au fait que le PS «uniquement centré sur la conquête de l'Etat, a bien vite oublié les tentatives des Assises sur le Socialisme». Après avoir constaté que le changement proposé «était quantitatif et non qualitatif», July conclut : «D'une certaine manière et le PC et Rocard tirent la même conclusion des élections à leur manière : le premier en partant à la chasse aux gauchistes sages et propres, le second en affirmant la nécessité d'objectifs qualitatifs dans un programme autonome : partir à la reconquête de la société française, par le bas, en essayant de recoller aux mouvements qui la traversent».

## Sièges gagnés par le PCF

Alain Bocquet	(Nord 19 <sup>e</sup> )
Daniel Boulay	(Sarthe 2 <sup>e</sup> )
Irénée Bourgeois	(Seine-Maritime 9 <sup>e</sup> )
Jacques Chaminade	(Corrèze 2 <sup>e</sup> )
Michel Couillet	(Somme 3 <sup>e</sup> )
Bernard Deschamps	(Gard 2 <sup>e</sup> )
Marceau Gauthier	(Nord 21 <sup>e</sup> )
Pierre Girardot	(Alpes de Haute-Provence 2 <sup>e</sup> )
Pierre Goldberg	(Allier 2 <sup>e</sup> )
Marie-Thérèse Goutmann	(Seine Saint-Denis 9 <sup>e</sup> )
Jacques Jouve	(Haute-Vienne 3 <sup>e</sup> )
Chantal Leblanc	(Somme 4 <sup>e</sup> )
Alain Léger	(Ardennes 1 <sup>ère</sup> )
François Leizour	(Côtes du Nord 4 <sup>e</sup> )
Raymond Maillet	(Oise 3 <sup>e</sup> )
Fernand Marin	(Vaucluse 3 <sup>e</sup> )
Antoine Porcu	(Meurthe et Moselle 7 <sup>e</sup> )
Colette Privat	(Seine Maritime 4 <sup>e</sup> )
André Soury	(Charente 3 <sup>e</sup> )
Marcel Tassy	(Bouches du Rhône 8 <sup>e</sup> )
Théo Vial-Massat	(Loire 4 <sup>e</sup> )
René Visse	(Ardennes 2 <sup>e</sup> )
Claude Wagnies	(Nord 17 <sup>e</sup> )

## Sièges perdus par le PCF

Jacques Chambaz	(Paris 10 <sup>e</sup> )
Louis Baillot	(Paris 27 <sup>e</sup> )
Henri Fiszbin	(Paris 28 <sup>e</sup> )
Daniel Dalbera	(Paris 30 <sup>e</sup> )
Claude Weber	(Val d'Oise 2 <sup>e</sup> )
Pierre Pranchère	(Corrèze)
Marcel Lemoine	(Indre)
Carlter	(Nord 6 <sup>e</sup> )
Danièle de March	(Remplaçant Ph. Giovannini - Var 4 <sup>e</sup> )
Charles Caressa	(rempl. Barel-Alpes Maritimes 1 <sup>ère</sup> )

# Le programme de Blois : quelques rappels

## CE QUI NOUS ATTEND

Après la victoire de la majorité, il n'est peut-être pas inutile de rappeler les points essentiels du programme de Blois, présenté le 7 janvier par Barre.

### CADEAUX AUX ENTREPRISES ET HAUSSE DES PRIX

Des incitations à la création d'entreprise et aux investissements sont prévues sous forme de dégrèvements fiscaux. Il est prévu également d'assurer un «retour aussi rapide que possible à la vérité des prix pour les entreprises privées», autrement dit d'autoriser ces entreprises à augmenter massivement leurs prix, maintenant que le cap des élections est passé. Il n'est pas interdit de penser que ces promesses seront tenues.

De la même manière, est prévue la poursuite des stages Barre, qui n'assurent pas, en aucun cas d'emploi stable, mais permettent aux entreprises d'employer des jeunes sans payer les charges sociales. Les PME qui auront embauché des jeunes seront totalement ou partiellement exonérées de charges fiscales pendant deux ans.

### CAMOUFLAGE DU CHÔMAGE

Les seules mesures concernant le chômage ne font que montrer un peu plus l'incapacité du capitalisme à réduire ce fléau : les mesures prévues consistent, outre les stages-bidon, à développer et faciliter le travail à temps partiel, qui ne fait qu'étaler la vague, qui reste toujours aussi grosse.

### POUVOIR D'ACHAT ?

La seule promesse faite est assez vague, puisqu'il est question d'augmenter le SMIC plus rapidement que la moyenne des salaires, ce qui n'engage pas à grand chose, aucune précision chiffrée n'étant donnée.

Toutes les autres propositions qui pourraient sembler intéressantes à une lecture rapide sont remises en cause par des mesures qui en restreignent la portée. Ainsi, le congé maternité sera allongé de trois mois, mais ces trois mois seront étalés sur quatre ans. La durée de la semaine de travail sera réduite à 38 heures pour les travaux pénibles ; mais cela ne signifie pas que la durée du travail sera effectivement de 38 heures, mais seulement que les heures au-delà de 38 seront payées en heures supplémentaires.

### A SURVEILLER

Un projet : celui d'étudier une loi sur l'imposition des grosses fortunes, afin de voir si, peut-être, il conviendrait de déposer un tel projet au Parlement, qui en délibérerait. Il sera intéressant d'observer les suites données à cette «audacieuse» tentative.

De même, on sait que la France est un des rares pays d'Europe dont la législation ne comprend pas l'habeas-corpus, motion selon laquelle toute personne dont la culpabilité reste à prouver, demeure maîtresse de ses mouvements et de sa personne. L'introduction de cette notion serait positive, encore qu'il convienne de ne pas se faire d'illusions sur les libertés qu'accorde la bourgeoisie, alors qu'elle dispose de tant de moyens pour leur ôter toute portée réelle.

Aucun des objectifs fixés à Blois ne correspond aux revendications essentielles des travailleurs. Barre leur promet des sacrifices pour encore plusieurs années au moins. Les travailleurs, que les partis de gauche ont fait attendre les échéances électorales, ne tarderont pas à opposer leurs luttes à cette politique.

François NOLET

### GUIDONI QUITTE LE CONSEIL DE PARIS

Pierre Guidoni, membre du PS (CERES), élu conseiller de Paris en mars 77 dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, vient d'informar le maire de Paris de sa démission de ce poste. Guidoni la justifie par son désir de se consacrer à son nouveau siège de député de l'Aude.

### OU EST LE CNIP ?

Le CNIP, groupuscule de la majorité, conteste les chiffres du ministère de l'Intérieur, qui lui attribuent 7 députés. Pour eux, c'est neuf qu'il faut compter, deux de leurs députés ayant été attribués, l'un au RPR, l'autre à l'UDF. On ignore pour l'instant l'avis des intéressés.



### Humour noir

Le programme de Blois prévoit la «création d'une délégation à la mer qui permettra de mettre en œuvre, pour les côtes et en mer jusqu'à 200 milles, une politique de protection et d'exploitation des ressources côtières et maritimes».

Ces promesses prennent une odeur tout à fait particulière quand on constate l'impuissance, avouée par les autorités elles-mêmes, à faire face à la vague de pétrole de l'«Amoco Cadiz».

## LA DEMISSION DE FABRE AGGRAVE LA CRISE DU MRG

● Robert Fabre est décidément le spécialiste des coups d'éclat. Mardi, on apprenait sa démission de la présidence du MRG. Avec sa prise de position de dimanche soir, où il se déclarait «délié des engagements souscrits en 1972», il n'a pas fini de créer des remous au sein du MRG. L'intégrité de cette formation est menacée. Michel Crépeau, l'animateur de l'aile «gauche» du Mouvement, s'est empressé de désavouer son président. Selon lui, une grave crise est ouverte : «Si la scission ne peut être évitée, le MRG n'aura pas d'autre solution que de rejoindre le parti socialiste». Ce n'est pas ce que pense Guy Gennesseaux, membre du secrétariat, qui s'est prononcé pour «un radicalisme renoué dont le MRG doit être l'inspirateur». Le congrès extraordinaire du MRG qui se tiendra le 20 et 21 mai tranchera probablement sur l'avenir du mouvement.

On le voit, les contradictions sont grandes au MRG après la cuisante défaite qu'il vient d'enregistrer. 3 de ses 13 députés n'ont pas été réélus. Il s'agit des sortants de Corse, Alfonsi et Zuccarelli, et de Jacqueline Thome-Patenôtre, dans les Yvelines.

Avant de se demander où va le MRG, il est peut-être utile de rappeler d'où il vient.

### L'ENTRÉE DE JJSS AU PARTI RADICAL PROVOQUE LA SCISSION DE 72

En 1972, le conflit qui opposait Maurice Faure à JJSS pour la présidence du parti radical débouchait

sur une scission. Au projet de formation d'une troisième force de Servan Schreiber, Fabre et ses amis répondaient en quittant la place de Valois (siège des radicaux) pour fonder le MRG. Avec leur façade renouée, ils arrivaient à temps pour s'engouffrer dans la voie du Programme commun. Mais, de 72 à 78, le chemin que les radicaux de gauche ont suivi n'est pas rectiligne. La frontière entre la gauche et la droite n'est pas si nette que ne le prétend par exemple la belle résolution du congrès de la Rochelle en décembre 77 : «Le MRG est, et restera fidèle à son objectif (la victoire de la gauche) Il

### Chevènement : «2 lignes qui conduisent à la rupture»

Interrogé sur Europe 1 mercredi matin, Chevènement a donné son analyse de la crise de la gauche :

«Je dirai qu'il y a deux lignes, il y a la ligne Fabre, c'est symbolique, et puis de l'autre côté, il y aurait la ligne Jean Daniel, c'est-à-dire que c'est 2 lignes qui conduisent la gauche à la rupture et nous l'avons dit d'une manière suffisamment claire et explicite. Il fallait dépasser cet antagonisme traditionnel des 2 partis. Il fallait proposer d'aller plus loin et je dirai que ça a toujours été la ligne du CERES qui a été de concevoir en dynamique et de proposer de l'intérieur à la gauche un chemin qui lui permettra de surmonter ses vieilles scléroses».

— Est-ce que vous voulez que François Mitterrand s'en aille... avant 81 ?

«Non, nous ne posons pas le problème. Voyez-vous François Mitterrand est un homme qui a de grandes qualités, une grande richesse personnelle ; il a joué un rôle très positif dans la fondation du Parti socialiste d'Epinau. Et je crois que l'avenir n'est pas à la personnalisation. L'avenir, c'est la capacité de décision, de lutte en commun des hommes et des femmes qui composent notre parti...»

### Inadmissibles pressions sur le journal Libération

Quatre personnes se réclamant du Comité d'action des prisonniers (CAP) ont empêché mardi matin, le supplément Rhônes-Alpes de Libération de paraître. Ces quatre individus entendaient protester contre la manière dont la rédaction locale du journal avait rendu compte de l'arrestation d'un détenu, André Boiron. Celui-ci selon eux n'a rien à voir avec les différentes affaires du milieu lyonnais. Les journalistes de Libération affirment être d'accord avec cela et ajoutent que c'est effectivement le point de vue qu'ils ont défendu dans leurs articles. Devant l'irruption des squatters ils ont dû quitter les locaux refusant à juste titre d'écrire sous la contrainte. Le CAP pour sa part, condamne fermement cette intervention et assure qu'elle était en fait autant dirigée contre le CAP lui-même que contre Libération. Rappelons que c'est déjà la seconde fois que Libération est victime de ces inadmissibles interventions.

n'apportera en aucune circonstance son appui à des formations qui ont accepté des responsabilités dans la coalition conservatrice qui gouverne aujourd'hui le pays».

### LE MRG

Il revendiquait 25 000 adhérents en 1977. L'essentiel de ses troupes est concentré dans le Sud-Ouest, radical de tradition. Ayant obtenu 2,1 % des voix au 1<sup>er</sup> tour des législatives, il perd 3 députés, en conservant 10.

En septembre 75, Caillaud, vice-président du mouvement, donnait sa démission pour se retrouver quelques temps plus tard... au gouvernement. Pierre Brousse, d'abord au parti radical, puis au MRG, de nouveau chez les Valois, passe lui aussi au gouvernement. Par le système des vases communicants, des Valois de Loire-Atlantique rejoignent le MRG en 76.

### FABRE, UN BON NAVIGATEUR

Quant à Fabre, il sait

se faire de la publicité en claquant la porte des négociations sur le Programme commun en septembre 77 : 2 mois après, en bon équilibriste, il lance un appel au dialogue tous azimuts : «L'esprit de dialogue dont j'ai parlé, c'est celui qui m'animait lorsque j'ai rencontré le président de la République...» A un autre moment, il avait préconisé sur l'hypothèse d'un rassemblement des radicaux : «Nous avons été exclus de la place de Valois. Nous aurions cheminé pendant 5 ans pour nous tenir aujourd'hui et obtenir quelques strapontins dans un ministère».

On comprend pourquoi avec un si faible pourcentage de voix, le MRG fait autant parler de lui. Parti chahuteur, il peut jouer un rôle d'avant-garde dans l'ouverture vers la droite au pouvoir. Sentant venir le vent, Robert Fabre admettait, dès janvier, la possibilité d'un «remodelage de la majorité». Sa démission le fera-t-elle mentir, lui qui prétendait, en cas de réélection de la droite qu'«en aucun cas nous ne lui apporterons un renfort ou une caution qui nous ferait trahir les engagements pris devant le pays».

## POLITIQUE

## Premier meeting du PCR à Tonnerre (Yonne)

Une soixantaine de personnes ont participé au 1<sup>er</sup> meeting de notre parti le vendredi 17 mars à Tonnerre (Yonne). Au côté du camarade Joël Perret, la tribune était présidée par un camarade employé dans une usine de Tonnerre, à ses côtés, un petit paysan, une ouvrière, une ménagère, un maître auxiliaire et un jeune ont vigoureusement dénoncé le capitalisme, les fausses solutions de gauche, en s'appuyant sur des faits locaux comme la volonté de construire un syndicat de lutte de classe dans nos campagnes, de progresser dans l'unification des tracts sur le Tonnerrois de la première riposte contre les attaques de la bourgeoisie dans les FJT d'Auxerre et de Tonnerre pour imposer la liberté d'expression et d'organisation des jeunes. Une camarade femme, militante au planning familial et au comité Mireille Bressolles, a dénoncé, faits à l'appui la médecine du profit et la passivité des forces dites de gauche et en particulier du PCF. Un appel au soutien pour le fils de Mireille Bressolles a été lancé.

La perspective du socialisme a été tracée par le camarade Joël Perret. Il a montré qu'il s'agissait de préparer le 3<sup>e</sup> tour des luttes en construisant l'UOPDP et le Parti de Type Nouveau.

Dans la salle où était mise en évidence une exposition sur le *Manifeste pour le Socialisme*, le débat s'est engagé d'une manière particulièrement vivante. Les faux communistes étaient venus en force. Le secrétaire de section, le responsable de l'UL CGT, le professeur de philosophie de service et le conseiller général révisionniste accompagné de huit autres membres du PCF,

étaient présents. Venus pour saboter la réunion, tout en prenant bien note de qui était là, qui nous influençons, les révisionnistes n'ont pas eu la partie facile. Les contradictions dans leurs interventions fourmillaient, du prof de philo au secrétaire de section, aucun d'eux n'avait peur de dire que le PCF est un parti révolutionnaire, le seul bien sûr, que nous n'étions rien. Ils étaient quand même venus à douze ! Tour à tour, camarades, contacts et sympathisants ont mis à nu, la véritable nature du PCF, parti qui a freiné les luttes sur la région, qui utilise des méthodes policières, qui s'accapare le titre de représentant de la classe ouvrière. Le professeur de philosophie essaiera de faire un cours ; hué par la salle, il passera la parole au conseiller général qui prétendra que la lutte de Mireille Bressolles avait été soutenue par le PCF et que sa mort était la faute du comité. Après le départ des faux communistes pendant que nous entonnions l'Internationale, la discussion se poursuivra avec les contacts qui souligneront l'aspect positif de la soirée. C'est le premier meeting du PCR ml sur la région, c'est aussi un premier succès à transformer en en faisant d'autres notamment autour du Manifeste pour le Socialisme.

Après l'avoir acheté, de nombreux travailleurs nous ont dit leur désir d'en discuter.

## LA DIFFICILE SITUATION DU CERES

● Parmi les perdants de la consultation du dernier scrutin, en bonne place, figure incontestablement le CERES. Et ceci pour deux raisons : premièrement bien sûr parce que la stratégie dont il était le meilleur avocat dans le PS, celle de l'Union de la gauche a manifestement fait faillite. La seconde se situe au niveau électoral.

Quelques semaines avant le scrutin, les dirigeants de cette tendance envisageaient avec sérénité d'obtenir un trentaine de députés (chiffre à partir duquel il est possible de former un groupe parlementaire indépen-

dant). Le CERES en est très loin.

### VOLER DE SES PROPRES AILES ?

Dans ces conditions l'échec de la stratégie d'Union de la gauche est bien plus grave pour



Sarre et Guidoni songent sérieusement à abandonner Chevènement à son isolement.

Chevènement, animateur du CERES. Le PS n'envisage-t-il pas à très haute voix de faire cavalier seul ? Néanmoins, tant bien que mal, Chevènement, pour un temps, est contraint de coexister avec Mitterrand. S'il avait obtenu plus de députés, il en serait pour lui autrement. Les rêves d'indépendance de Chevènement auraient pu devenir réalité.

Indépendamment du faible poids électoral du CERES y-a-t-il beaucoup de militants du PS qui feront retomber la responsabilité de l'échec principalement sur Mitterrand ? De la réponse à cette question dépend finalement l'évaluation des chances qu'aurait Chevènement et le CERES de pouvoir former une nouvelle organisation plus ou moins proche au PCF. D'autant plus que le créneau est occupé par le PSU depuis quelques mois.

Par ailleurs, Chevènement doit faire face à une autre difficulté : remettre un peu d'ordre dans sa propre tendance. Ne dit-on pas que plusieurs dizaines de ses supporters d'autrefois ont préféré depuis septembre passer avec armes et bagages au PCF ? Face à ceux-là dont Chevènement doit se dire au fond de lui-même qu'ils sont au fond très conséquents, à l'autre pôle, la direction du courant rencontrerait quelques difficultés importantes. Sarre qui vient de se faire battre à Paris et Guidoni qui vient de se faire élire dans l'Aude, seraient en effet

menacés d'être écartés de la direction du courant. Il leur serait reproché une trop grande complaisance avec le courant majoritaire motivé par l'arrogance. A vrai dire cette toute dernière raison épargne peu de monde parmi les dirigeants de la minorité. La seule différence est qu'ils ne veulent pas arriver à la même chose. On le voit, le CERES n'est pas dans l'immédiat en état de scissionner et de voler de ses propres ailes. Ce qui est sûr, c'est que les rapports entre minorité et majorité seront de plus en plus tendus dans les semaines qui viennent : la réunion du bureau exécutif lundi a déjà donné le ton ; le CERES y a refusé de voter le texte proposé par Mitterrand. Pour Chevènement en effet *« les problèmes de l'union, le PS doit déjà se les poser à lui-même avant de les poser au Parti communiste »*. Élogante manière de dire que Mitterrand porte la responsabilité principale de l'échec.

On le voit, pour Chevènement également la marge de manœuvre est étroite : ou il reste dans le PS jusqu'au congrès de juin 79 (si celui-ci n'est pas avancé) et il y sera de plus en plus isolé, ou il quitte le Parti socialiste et il risque au mieux une marginalisation très poussée. On en saura sans doute plus sur la tactique qu'il entend adopter lors de la convention nationale que tiendra le PS le 29 avril.

François MARCHADIER

## Chirac définit sa tactique devant le comité central du RPR

## Gagner les élections présidentielles de 1981

● *« Le comité central a observé que, si j'ose dire, la France l'avait échappé belle, mais il ne faut pas se leurrer, les élections ont été plus une défaite des collectivistes qu'une victoire de la majorité »*. Cette phrase prononcée par Chirac lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion du parlement de sa formation, mardi, donne le ton que le RPR entend adopter dans les mois qui viennent.

On se doute que le RPR conteste avec force l'analyse faisant des élections une grande victoire de Giscard : *« Il n'y a pas de victoire du chef de l'Etat, dit-on rue de Lille. Cette idée que certains cherchent à accréditer est totalement fautive car il n'est pas possible de gouverner la France avec quatre courants »*. Mais Chirac ne s'en tient pas à ces déclarations belliqueuses. Celles-ci sont en effet accompagnées de mesures concrètes : ainsi tous les dirigeants du RPR qui se verront confier des responsabilités gouvernemen-

tales se verront automatiquement déchargés de celles qu'ils occupaient à quelque niveau que ce soit dans le parti chiraquien. A coup sûr, l'apprenti dictateur a gardé un mauvais souvenir du gouvernement Barre où des Peyrefitte et d'autres RPR prenaient publiquement position dans le sens de Giscard quand ce n'était pas nettement contre Chirac lui-même. Il faut ajouter à cela le principe d'une réunion mensuelle de tous les parlementaires en période où siège l'assemblée nationale, afin de faire taire les voix discordantes.

### UN OBJECTIF : 30 %

Ces mesures, on s'en doute, ont un objectif précis : renforcer la cohésion du parti pour renforcer son poids dans la droite. Chirac, a même chiffré cet objectif : il veut obtenir, *« lors des prochaines consultations 30 % des suffrages »*. C'est le seuil qu'il faut atteindre selon le maire de Paris pour contrebalancer le poids de l'UDF, sa nouvelle bête noire. De plus 30 % c'est toujours selon lui, le chiffre à partir duquel il devient possible de gagner les présidentielles. Comme le PS, Chirac n'a plus que 1981 en tête.

### RENFORCER L'ETAT

Pour atteindre ces 30 %, Chirac, hormis la remise en ordre de son mouvement se propose de déposer des projets de loi *« pour*

*renforcer la sécurité des personnes et des biens »*, c'est-à-dire donner davantage de moyens aux forces de répression. On sait que c'est sur ce thème que Chirac et ses candidats avaient principalement fait campagne ces dernières semaines. A cela il ajoutera sans doute quelques projets qui auront la prétention d'être efficaces pour réduire le chômage et relancer l'économie.

En tout état de cause, la journée de mardi a confirmé que la division qui repart de plus belle à gauche aura son pendant symétrique à droite. Visiblement Chirac déclare à nouveau la guerre à Giscard. Cela risque bien de durer jusqu'en 1981.

La préparation au combat du parti chiraquien prévoit la montée en première ligne du candidat RPR qui a battu Sarre

dans le XI<sup>e</sup> arrondissement. Jérôme Monod inquiet responsable du parti ex-gaulliste a en effet donné sa démission de secrétaire général. Officiellement, celle-ci est présentée comme prévue au lendemain des législatives, depuis qu'il avait pris ses responsabilités en décembre 76, lors de la fondation du mouvement. En fait, cet organisateur ne semble avoir perdu dans la lutte qui l'opposait à Pasqua le baroudeur responsable à l'organisation. Monod sera donc remplacé par Alain Devaquet. Celui-ci maître de conférence à Polytechnique et jeune adhérent du RPR fait seulement partie du mouvement depuis deux ans ; il était déjà un proche collaborateur de Chirac. Il fait à l'évidence partie de cette génération de dirigeants du RPR qui n'ont pas de passé gaulliste et qui ne voit dans le RPR que le parti fascisant.

### LA COMPOSITION DE LA NOUVELLE ASSEMBLÉE

Selon une première estimation, l'Assemblée comprend parmi ses élus : 30 avocats, 30 industriels, 38 médecins, 8 pharmaciens, 7 vétérinaires, 17 journalistes, 70 fonctionnaires (on ne précise pas le niveau), 90 enseignants, 12 employés. On annonce également 20 ouvriers, en fait, des fonctionnaires du PCF. Où sera la voix des travailleurs ?

Sur 491 députés, 18 seulement sont des femmes : 5 pour la majorité (2 RPR, 1 UDF, 2 div. maj.), 1 pour le PS et 12 pour le PCF.

# Dôle : CODOL EN GREVE POUR LES 2 400 F ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

● Les ouvrières de chez Codol à Dôle sont en grève. Mardi après-midi, après deux délégations auprès de la direction, qui s'est contentée d'écouter les revendications sans y répondre, elles ont décidé de reconduire le mouvement.

«Le patron peut payer» disent-elles, d'autant qu'il affiche 30 millions de participation. Ce qu'elles demandent : les 2 400 F, et surtout d'autres conditions de travail et de vie.

«On s'insurge contre les nouvelles mesures de contrôle de la production et des cadences : on nous met des ampoules rouges au bout des chaînes, qui s'éteignent dès que le tapis s'arrête, alors, tout l'encadrement arrive pour remettre le tapis en route. De plus en plus, des ouvrières s'évanouissent, elles sont obligées de travailler avec 9 de tension : on leur dit que c'est de la comédie ! Même avec un certificat médical, on continue à leur

dire que c'est de la comédie ! On ne range plus le brancard, ce n'est pas la peine...

C'est aussi la répression, les menaces de mise à pied. On a une déléguée qui est mise à pied deux jours, parce qu'on avait décidé de porter la cadence à un rythme que tout le monde puisse suivre.

Aujourd'hui, c'est la remise en cause des acquis syndicaux : depuis 6 ans, on pouvait tenir des réunions sur la pause de

l'après-midi. Et maintenant qu'on est en grève, la direction menace de mettre tous les délégués syndicaux à pied». Nous dit une déléguée CGT.

Codol, c'est une entreprise de confection à Dôle : «Inscrits, on est à peu près 240. Mais avec les conditions de travail, on est loin d'être aussi nombreux de présents. Chez nous, c'est uniquement des femmes, qui font de la confection masculine : près de 400 pantalons par jour !»

Pour les syndicalistes CGT, c'est avant tout une grève sur les conditions de travail. «Les 2 400 F, bien sûr qu'on les réclame, mais ce n'est pas nouveau. C'est une revendication nationale de la CGT, on ne va pas réclamer 2 200 F

pour «leur» faire plaisir». Ils sont étonnés que la radio ait tout d'un coup parlé de leur grève, comme si c'était quelque chose d'extraordinaire, une sorte de revanche de la gauche, sur le terrain des entreprises. Est-ce déjà pour faire peur ? «Notre patron nous a dit que c'était une grève politique» nous dit la déléguée. Ce n'est pas tout à fait ainsi qu'elles le voient. Pour elles, la situation n'est plus tenable. Pas un instant n'est évoquée la défaite électorale de la gauche, ni le fait que les 2 400 F étaient inscrits à son programme. Comme si elles tenaient au contraire à affirmer que ce n'est pas en fonction du gouvernement qu'elles sont décidées à lutter...

## Dunkerque : chantiers de réparation navale, les ouvriers renforcent les piquets de grève

Plus de 1 100 ouvriers métallurgistes des quatre principales entreprises de réparation navale de Dunkerque sont en grève depuis le 8 mars. La direction, qui refuse de discuter tant qu'il y aura des piquets de grève, vient de décider en quelque sorte le «lock-out» des non-grévistes en suspendant le paiement de leurs salaires.

Les ouvriers qui ont participé à un meeting lundi matin et à une manifestation à travers Dunkerque, ont décidé, eux, de renforcer les piquets de grève face aux provocations patronales. L'ensemble des travailleurs de la région est appelé par la CGT à observer un débrayage de solidarité le jeudi 23 mars à 16 heures.

## Rive de Giers (Marrel Frères) : un chantier en grève

Les 120 travailleurs du chantier central de Creusot-Loire, entreprise Marrel-Frères, qui devaient prendre le poste de l'après-midi, ont débrayé lundi à midi.

Les élections passées, leurs revendications, elles, restaient les mêmes. Aussi se sont-ils prononcés pour la grève, réclamant notamment une augmentation de salaire conséquente. Ils envisagent d'étendre leur mouvement aux autres chantiers de l'entreprise.

## Commission exécutive de la CGT

# NE PAS LAISSER ECHAPPER LES LUTTES

● La Confédération CGT tenait mardi à Paris une conférence de presse, rendant compte des travaux de sa commission exécutive tenue le jour même et qui portait sur quatre points : le renforcement de l'organisation, l'unité d'action, les revendications et leur aboutissement et bien sûr les résultats du second tour des élections législatives.

Krasuki devait d'abord parler de l'analyse faite par la CGT du résultat du second tour de scrutin, donc de la défaite de la gauche : «Bien qu'elle soit en sérieux recul, les élections législatives ont permis à la droite de rester majoritaire à l'Assemblée nationale. Elle conserve au deuxième tour, une courte majorité des voix des électeurs... La commission exécutive de la CGT estime qu'il aurait été beaucoup plus favorable au combat des derniers mois que tous les partis de gauche se soient unis, le plus tôt possible, sur un bon accord de programme comprenant à la fois les objectifs sociaux élevés et les réformes de structures économiques et démocratiques qui sont la clé des changements. La CGT a agi de toutes ses forces dans ce sens, convaincue que le changement ne pouvait se réaliser que s'il s'appuyait sur l'union et sur un tel programme».

Celui exigé par le PCF, sur lequel la direction cégétiste confirme sans le dire explicitement son alignement, faut-il le souligner !

D'ailleurs parallèlement au PCF qui depuis lundi, d'une manière encore prudente, recommence ses attaques contre ses «partenaires», la CGT, lors de cette conférence de presse, a critiqué assez violem-

ment le PS et le MRG, en refusant bien sûr de les nommer comme le demandait un journaliste...

«Tous ceux qui veulent vider l'Union de la gauche de son contenu, contribuent au découragement... tel (partenaire) s'en va, tel autre (NDLR, citant certains dirigeants du PS) dit que le Programme commun est périmé, que la gauche s'est fourvoyée en s'engageant dans cette voie. Nous constatons que c'est bien le contenu du Programme commun qui est en cause». Mais si l'absence de réactualisation est citée comme une des causes essentielles de l'échec de la gauche, une autre serait selon la CGT, la volonté de changement des travailleurs pas assez puissante ! «Si la volonté de changement a progressé et sensiblement, déclarait Krasuki, elle n'est pas encore suffisante. Nous allons contribuer à l'agrandir». Un beau mépris pour les travailleurs !

### PAS QUESTION DES LUTTES

La CGT confirmait ensuite son souci de voir s'ouvrir des négociations tous azimuts : par la convocation de la commission supérieure des conventions collectives, pour discuter du SMIC et de l'échelle mobile, par une

rencontre tripartite patronat, gouvernement, syndicats — portant sur l'emploi, par une négociation par branche notamment sur les conditions de travail.

Les travailleurs ne peuvent manquer d'être surpris : alors que pour une frange importante d'entre eux se pose la question d'engager, et vite, une bataille d'ampleur contre les nouveaux plans d'austérité qui se préparent, voilà que la direction cégétiste n'a rien d'autre à proposer que des négociations !

Il s'agit d'abord, bien entendu, pour la direction confédérale de se démarquer le plus possible du PCF. Pas de troisième tour social officiellement annoncé qui pourrait laisser à penser qu'il s'agit d'une opération orchestrée par le PCF, d'une revanche sur le terrain des entreprises.

Mais que vont apporter ces négociations si elles avaient lieu pour les travailleurs ? Quand on sait, et Séguy l'a bien précisé, qu'elles ne seraient pas appuyées par la lutte ?

«Une ère de négociations, voilà ce que nous voulons» a-t-il déclaré, regrettant la réélection de la droite. Il ajoutait : «Il faut vivre ensemble... si chacun fait preuve de réalisme (i) et a la volonté de faire face à ces graves problèmes (emploi, salaires). On devrait pouvoir trouver un compromis, a priori. C'est ce que nous souhaitons. C'est uniquement si nous voyons que c'est impossi-

ble que nous commencerons à parler action».

Le «compromis» qui pourrait ressortir d'une telle négociation, sans rapport de force aucun, ne risque pas d'être satisfaisant pour les travailleurs. D'ailleurs, la CGT reconnaissait : «Nous n'avons pas d'illusion sur ce que veut et ce que peut la droite maintenue au pouvoir» !

Dans ces conditions, on peut légitimement s'inquiéter sur le genre de compromis que pourrait être amenée à accepter la CGT, d'autant plus qu'elle a refusé de répondre là-dessus (serait-elle gênée ?) préférant répondre par une boutade qui a l'avantage

d'esquiver les vrais problèmes : «Pour le SMIC, déclarait Séguy, si on nous parle d'un délai de trois ou quatre ans, ça n'ira pas !»

Un an serait-il raisonnable ?

La confédération a de même refusé de répondre quant au délai qu'elle fixait au gouvernement pour envisager ces négociations. Cette absence d'action sera confirmée par Séguy : «Ce que les travailleurs n'ont pu obtenir par les luttes, ils peuvent l'obtenir non pas par la lutte, mais au moins partiellement par la force de leur organisation syndicale».

Et la CGT d'appeler au renforcement, à l'unité d'action qui, une fois de

plus, ne sont pas vus comme des moyens pour renforcer la capacité d'action, loin de là : «Le renforcement et la cohésion du mouvement syndical revêtent aujourd'hui une importance décisive pas seulement pour l'action proprement dite, mais aussi pour sa capacité de négociation».

Mais que Séguy se rassure : les travailleurs, qui ne vont pas manquer de demander des comptes à la confédération sur son attitude depuis deux ans, n'accepteront pas cet attentisme plus longtemps.

Richard FEUILLET

## Côtes du Nord

# Questions sur la tactique de la direction CGT

Deux circonstances récentes permettent de s'interroger sur les buts véritables qu'a poursuivis la direction CGT du département des Côtes du Nord pendant toute la période qui allait jusqu'aux élections.

Tout d'abord, il y a quelques mois, la section CFDT de l'hôpital engageait une action combative sur le problème des effectifs : réponse de la CGT : presque des insultes, «Vous êtes des aventuristes»... Signalons que la déléguée CGT de l'hôpi-

tal est connue aussi comme militante active du PCF. Mais curieusement, alors qu'elle s'était opposée au développement de l'action, la section CGT un ou deux mois plus tard, se met à sortir des tracts «durs» appelant à la lutte. C'était au plus fort de la querelle PC-PS...

Plus récemment, les travailleurs de l'ETDE (Entreprise de transport et de distribution électrique) étaient en grève depuis le 20 février dans les agences de Lorient, Vannes, Saint-Brieuc, Saint-Nazaire, pour

le 13<sup>e</sup> mois, une augmentation de salaire, la discussion d'une grille hiérarchique. Lundi 13 mars, sans que RIEN n'ait été obtenu, la CGT appelait à suspendre la grève «compte-tenu de l'intransigeance patronale et de l'espoir d'une victoire de la gauche au 2<sup>e</sup> tour des élections» !

Si cela ne s'appelle pas manipuler les syndiqués ! Après la défaite électorale de la gauche, quelles explications vont-ils nous donner ?

Corr. Saint BRIEUC

**LUTTES OUVRIERES****Limoges :  
occupation de  
l'entreprise MLOTM**

Les 29 salariés de l'entreprise MLOTM, qui fabrique des outils tranchants, ont refusé d'accepter le dépôt de bilan du patron en septembre 77. Ils ont fait tourner l'entreprise pendant trois mois, réalisant des bénéfices : le carnet de commandes se montait à 50 millions d'anciens francs quand, sous la pression des banques, la cessation totale d'activités est décidée à Noël.

Du coup, les travailleurs ont décidé d'occuper l'usine et de monter une garde active autour des machines. Ils se refusent à aller grossir les rangs des 8 000 chômeurs de la Haute-Vienne.

**Saint-Denis :  
grève victorieuse  
à l'hôpital**

A Orléans, Brest, Quimper, Tours, Lyon et Toulouse, les travailleurs des hôpitaux sont en lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de leurs salaires. Les effectifs sont tellement insuffisants qu'en plus de la surexploitation du personnel, cette situation entraîne la dégradation des soins donnés aux malades.

A l'hôpital de Saint-Denis, des débrayages avaient lieu depuis le 9 mars. La grève, décidée lundi au cours d'une assemblée générale réunissant environ 200 personnes, a contraint la direction à négocier mardi matin : l'embauche de 4 personnes ayant été obtenue, les grévistes se sont prononcés pour la reprise du travail mardi après-midi. Une coordination avec les autres hôpitaux du département est envisagée pour constituer un rapport de forces permettant la satisfaction de toutes les revendications des hospitaliers.

**Non à l'expulsion  
de Saïd Jertila !**

Saïd Jertila, ouvrier tunisien en France depuis 7 ans, a reçu un avis d'expulsion le 3 février 1978.

En 1975, Saïd Jertila, en sortant de son travail pour la pause (10 minutes) est menacé et violemment insulté par un automobiliste raciste qui avait failli le renverser. Il s'était vu contraint de se battre. L'automobiliste étant légèrement blessé, Saïd Jertila appela lui-même Police-secours. Résultat : la justice ferme les yeux sur les insultes racistes et condamne Saïd à 15 mois de prison avec sursis et à 5 ans de mise à l'épreuve.

En 1978, le 18 janvier, le ministère de l'Intérieur prend prétexte de cette peine pour l'expulser.

Depuis son entrée en France, Saïd Jertila a toujours été en règle avec la police et l'administration. Pendant 7 ans, il aura travaillé dans des métiers pénibles (cadences en usine). Pendant 7 ans, il aura subi les brimades quotidiennes (contrôles policiers, racisme) qui sont le lot des travailleurs immigrés, pour se voir finalement rejeté comme du bétail.

Cette politique d'expulsion systématique est une atteinte supplémentaire aux droits et à la dignité des travailleurs immigrés.

L'Etat français a ouvert ses frontières à l'immigration pour avoir une main-d'œuvre sous-payée et corvéable à merci. Au cours des dernières années les travailleurs immigrés ont mené des luttes nombreuses et diverses pour arracher leurs droits. Mais aujourd'hui l'Etat français, qui veut se débarrasser au plus bas prix de cette immigration, utilise la méthode la plus arbitraire et la plus policière : l'expulsion systématique : en 1977, 60 000 expulsions.

Nous ne pouvons tolérer cette politique d'esclavage qui rejette brutalement ceux qu'elle a exploités sans scrupule.

**VENEZ NOMBREUX  
A LA JOURNÉE  
CONTRE  
LES EXPULSIONS**

**Le 26 mars à 15 h  
154, rue St Maur  
Paris 11<sup>e</sup>  
M<sup>o</sup> Goncourt ou  
Belleville**

**Comité de soutien  
contre l'expulsion  
de Saïd Jertila  
154 rue Saint-Maur 11<sup>e</sup>  
Tel : 357 58 50  
Permanence  
tous les jours  
de 18 h à 20 h  
Soutien financier :  
Laurence GALENE  
CCP La Source 31 084 148**

**D'AUTRES PERSPECTIVES  
POUR LES GREVISTES  
DE LA CAF ?**

● Mardi matin, les grévistes de la CAF entamaient leur 8<sup>e</sup> semaine de grève — la plus longue qui ait jamais touché les ATHQ. Leur revendication : toujours la même. Niveau 6 pour tout le monde, c'est-à-dire reconnaissance de leur qualification alors que le système des allocations familiales s'est considérablement compliqué avec notamment la dernière «réforme» du complément familial.

Ce matin encore, les grévistes sont allés au ministère du Travail en manifestation pour demander au directeur de la Caisse d'Allocations Familiales l'ouverture des négociations. Les perspectives pour demain ? C'est bien la question qui est posée cependant, car les problèmes financiers commencent à peser sérieusement. Les élections ici, qu'est-ce que ça a changé ?

«Oh oui, le lundi matin on en a parlé. Il y en a qui n'étaient pas beaux à voir. Mais moi, tu vois, avec la grève, je n'ai même pas suivi la campagne électorale». Désintéressé pour les élections ? Peut-être, mais pas pour le changement ni pour la lutte.

«Tu sais, nous on le disait déjà avant le premier tour, et entre les deux tours, que ce soit la gauche ou la droite, nous voulons satisfaction, et ce n'est qu'en continuant la grève qu'on l'aura. Si c'était la gauche qui était passée, confie une emplo-

yée, elle aurait certainement eu d'autres chats à fouetter». Et on la comprend : négocier les ministères, le programme, les nationalisations... la liste est longue.

«Et maintenant que c'est la droite, on va continuer, et encore plus dur, parce que Veil nous a dit vendredi que si la droite l'emportait, le gouvernement ferait davantage de politique sociale et favoriserait la concentration.»

Mais cela ne les a pas empêchés de discuter politique : lundi matin, à l'unité de gestion du 13<sup>e</sup>, les grévistes ont parlé de 68.

Ici beaucoup d'employés pensent que l'échec de la gauche, c'est moins important que l'avenir de leur grève. «Peut-être même que les syndicats vont être plus durs, en tout cas la CGT a dit qu'elle n'appellerait plus à la reprise», sous-entendu, elle devait y penser dans le cas où c'est la gauche qui serait passée. Forcer les négociations ? Comment ?

Le matin encore les grévistes sont allés au ministère du Travail en manifestation pour demander au directeur de la CAF l'ouverture des négociations. Les perspectives pour demain, c'est bien la question qui est posée cependant car les problèmes financiers commencent à peser sérieusement. Les élections ici, qu'est-ce que ça a changé ?

«Parler de 68, c'est une chose. Mais on est bien conscients que ça ne se fera pas tout seul ni tout de suite. C'est de la base qu'il faudra que ça vienne, mais il ne faut pas trop compter sur la CAF». Pas une fédération ne soutient réellement les grévistes et n'a fait de démarches dans le sens d'informer d'autres secteurs de la Sécurité Sociale ou de l'étendre aux 80 000 ATHQ qui travaillent en France.

D'autre part, les grévistes ont nettement insisté au début de la grève pour qu'elle reste une grève catégorielle des ATHQ. Fondée sur l'expérience passée de luttes toutes catégories où leurs revendications spécifiques avaient été noyées dans les négociations syndicales, cette idée tendait à faire croire que moins on est en grève, moins on se fait voir et plus on a de chances de passer entre les mailles du plan Barre... plus on avait... car après 8

semaines, Barre a démontré qu'il n'était pas aveugle.

Alors l'idée de l'extension à d'autres centres, à d'autres catégories commence à être débattue. Autrefois sifflée quand la section CFDT avait proposé des mots d'ordre plus unificateurs comme 15 points pour tous, voilà que les délégués de service en discutent.

Et il est temps, car les difficultés financières ont obligé certains employés à reprendre. Et puis, il ne serait pas étonnant que les responsables de certains syndicats s'appuient sur l'esprit catégoriel pour laisser pourrir et s'essouffler une grève alors que la détermination reste très grande. Un délégué répondait : «Pour obtenir l'ouverture des négociations, il faut tenir la grève» Oui, mais tenir comment ? Quand il y a en caisse moins de 100 francs par gréviste et qu'on ne parle pas assez de nous à l'extérieur ?

**42 jours de grève chez THP (Paris)****«PAS DE SALAIRES  
D'APPOINT !»**

Après 42 jours de grève, les employées de THP (Télé-hôtesse-prestations) ont repris le travail. Les standardistes, personnel entièrement féminin, luttèrent pour le rattrapage de 12 % sur les salaires de 1977, une augmentation de 3 % à partir du 1<sup>er</sup> février 78, l'indexation des salaires sur l'indice CGT et le maintien garanti de l'emploi.

Pour 5 heures de travail quotidien, que le ministère de la Santé considère comme équivalent à 7 heures de bureau (vu l'intensité du travail), les employées sont louées par THP aux bureaux des entreprises logeant dans les grandes tours de la banlieue (Créteil, Défense...).

Leur salaire n'excède

pas 1 490 F par mois (salaire net) et elles ne bénéficient ni des conventions collectives, ni d'accords d'entreprise. Eparpillées dans la banlieue parisienne, ces femmes dont plusieurs sont mères célibataires, ont mis plusieurs mois avant de pouvoir se réunir une première fois pour décider de la grève, commencée le 2 février.

Avant la grève, leur patron leur avait dit ouvertement : «Il est bien évident que vous ne pourriez pas vivre avec ce que vous gagnez. Mais vous êtes mères de famille : votre salaire est un salaire d'appoint !»

A bout de forces et d'argent, isolées pendant des semaines d'autant que certains, préparant les

élections, avaient d'autres chats à fouetter comme on dit, elles ont repris le travail sur un demi-échec : bien qu'elles n'aient pas obtenu satisfaction, elles ont montré par leur longue grève qu'elles étaient capables de s'organiser malgré les difficultés pour se

coordonner, et de faire preuve de détermination : pendant plus de quarante jours, elles ont mis en avant leurs revendications qui sont celles d'un grand nombre d'employées de la région parisienne.

Corr. PARIS

**Braud Saint-Louis :  
les grévistes veulent  
faire connaître leur lutte**

A Braud Saint-Louis, un piquet de grève composé de plusieurs centaines de travailleurs continue de barrer l'accès du chantier de la centrale nucléaire.

Chaque soir en assemblée générale, la grève est reconduite massivement.

En lutte depuis plus de trois semaines face à l'intransigeance de la direction qui refuse toute négociation, les grévistes ont l'intention de faire connaître le plus largement possible dans la région leur lutte, d'expliquer leurs conditions de travail et leurs revendications. De très nombreuses affiches dont le texte était écrit en français, en portugais et en arabe ont été collées, appelant à renforcer la solidarité.

A l'appel de la CGT, une manifestation est organisée mercredi matin à Blaye à 10 heures.

**Ecommoy (Sarthe)**

Pas de trêve électorale pour les travailleurs de l'entreprise Sopanec : mercredi dernier, ils ont construit une barricade sur la route nationale : ils occupent depuis deux mois leur usine menacée de fermeture par le patron, bien décidés à défendre leur droit au travail.

● «La marée noire a atteint l'île de Batz». La marée noire continue sa progression le long des côtes du Nord-Finistère.

Mardi matin, la nappe de mazout, poussée par les vents violents, s'était étirée vers l'est de Portsall jusqu'à l'île de Batz, en face de Roscoff. Dans ce passage resserré, elle atteint un degré de concentration maximum comparable à celui de Portsall. L'extension de la marée noire pose une nouvelle fois, de façon urgente, le problème du pompage du pétrole dans les soutes du navire. Mais cette opération prend du retard, comme l'a confirmé le préfet maritime, le vice-amiral Jacques Coulontres, au cours d'une conférence de presse.

De notre envoyé spécial,  
Claude ANCHER

Au large des côtes une dizaine de bateaux de la Marine nationale, aidés par des bâtiments anglais déversent des dispersants et des coagulants sur les nappes. Ce qui a été fait

lundi sur une grosse nappe qui partait vers le nord-est. Mais le fuel continue à s'écouler de l'Amoco-Cadiz. Des quatre compartiments pleins de pétrole, le quatrième situé à

l'arrière est complètement vide, et le troisième tribord (droite) est sans doute lui aussi crevé; les plongeurs ont constaté lundi que certaines soutes «respiraient», c'est-à-dire qu'à

chaque vague, de l'air entraînait et sortait. On estime à 150 000 tonnes environ la quantité de pétrole qui s'est échappée jusqu'ici. Que faire pour pomper les 100 000 tonnes

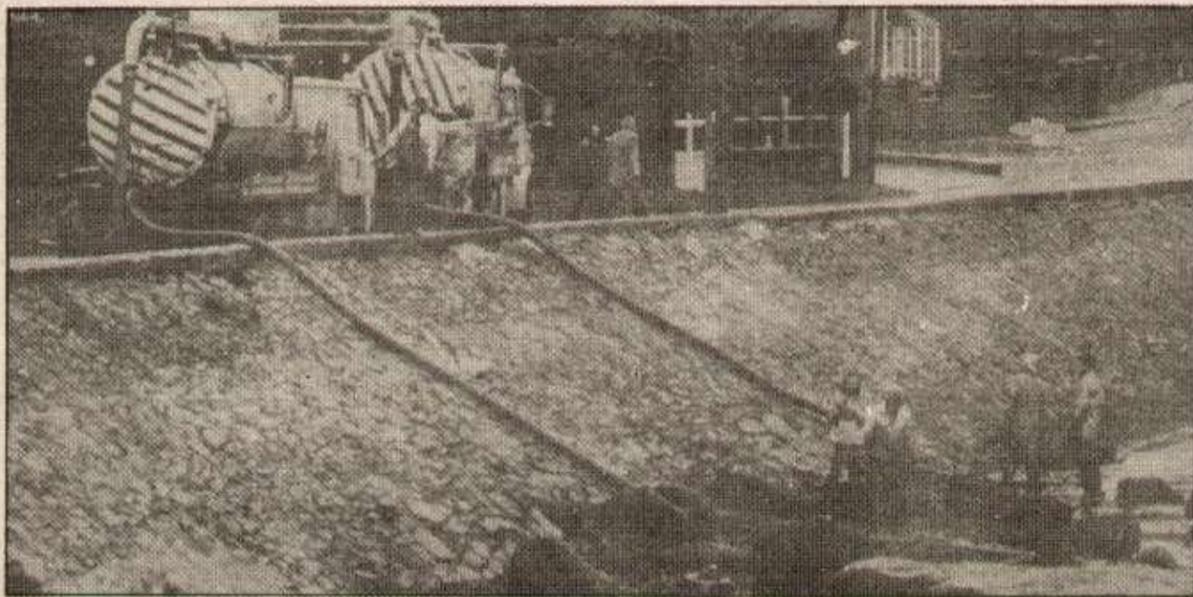
restantes ?

Une première idée a été de les brûler. Mais cette solution présentait plus de dangers que d'avantages : risques d'explosion, formation d'un nuage d'hydrocarbure très dense qui risquerait de se déposer sur les terres. Cela aurait été catastrophique pour les cultures : déjà des embruns ont déposé une fine pellicule gluante sur des champs de colza, de choux-fleurs et autres légumes, situés à quatre kilomètres environ de la côte. Enfin, le brûlage aurait duré de deux à trois mois.

soufflait des vents de quarante nœuds.

L'autre volet de l'opération consiste en la mise en place de pompes sur le pétrolier. Elle aussi s'avère délicate. Quand la période de mortes-eaux, de marées faibles, s'achève, l'épave sera en grande partie recouverte à marée haute. En cas de tempête il faudra pouvoir enlever rapidement les pompes par hélicoptère.

Résumant le problème, le préfet maritime devait affirmer : «Il nous faut du beau temps». Or rien de



La non-intervention de la marine nationale

## «On n'avait pas à se substituer au Pacific»

Dans le *Quotidien du Peuple* de mardi, nous posions la question : pourquoi la marine nationale n'est-elle pas intervenue ? Le préfet maritime s'est bien gardé d'aborder ce problème au cours de son exposé. Et ce n'est pas par l'insistance qu'il a répondu ensuite à cette question, d'une manière fort embarrassée : «La situation nous paraissait claire. A 13 h GMT (14 H) l'Amoco a demandé l'assistance d'un remorqueur en précisant qu'il n'avait pas besoin d'un autre type d'assistance».

Pendant deux heures, le pétrolier a eu de multiples

échanges radios avec l'administration de la Shell. Pendant ce temps le Pacific (et non le Simpson qui n'arrivera qu'au moment du naufrage) passe une première remorque. A 18 h 30 (heure normale) la station du Conquet capte un message de l'Amoco qui accepte le contrat de remorquage avec le Pacific. Ce sera le dernier message capté avant celui de 23 h 18 signalant l'échouage.

Là encore, pour le préfet, les choses paraissent claires : «Nous n'avions pas de raisons de nous substituer au remorqueur. C'est son tra-

vail, son gagne pain que d'assurer le sauvetage des navires en difficulté. Exactement comme un garagiste privé vient dépanner sur la route l'automobiliste. Le travail de remorquage ça n'est pas l'affaire de la marine

la marine nationale se désintéresse de la suite des événements, ne se donne aucun moyen de contrôler si le pétrolier risque de s'échouer.

Saviez-vous que l'Amoco contenait 221 000 tonnes de pétrole ?

### Cynisme

«La perception des choses dans l'opinion publique est parfaitement déformée et les craintes que suscitent les grands navires pétroliers, en particulier dans le domaine de la pollution, sont parfaitement incompréhensibles», pouvait-on lire dans un texte intitulé «Défense et illustration du gros pétrolier», rédigé par le délégué général du Comité central des armateurs de France, à l'occasion de la mise en service du *Batillus*, pétrolier géant de 500 000 tonnes.

Certains se demandent si le seul langage «compréhensible» pour ces gens-là, ne serait pas de leur faire ingurgiter suffisamment de mazout pour qu'ils connaissent le sort des vulgaires cormorans de l'île Vierge !

nationale».

Le mauvais temps n'imposait-il pas de surveiller les opérations de remorquage pour pouvoir éventuellement intervenir ? Pour le préfet, le temps n'était finalement «pas si mauvais que ça», mais de toute façon «les plus gros remorqueurs dont nous disposons font 4 000 chevaux, alors que le *Pacific* en fait 11 000».

C'est ainsi qu'à partir de 16 h 30 GMT (alors que l'Amoco est paraît-il toujours dans le chenal, le rail normal de navigation)

— «On savait qu'il était plein».

Bref, en toute connaissance de cause les autorités maritimes ont laissé l'Amoco, la Shell et le remorqueur régler leurs petites affaires ensemble. On ne pouvait pas concurrencer un «garagiste» des mers privé. Sur ce point la réglementation maritime n'a pas changé, en somme, depuis le temps des corsaires. Mais à cette époque là, des soutes éventrées de navires on ne risquait pas de voir jaillir le pétrole.

C'est donc la solution du pompage, proposée par le propriétaire du pétrolier, qui a été retenue. Huit pompes pouvant aspirer ensemble 1 500 mètres cubes à l'heure sont arrivées, ainsi que les flexibles venus des Pays-Bas. Mais faire approcher un pétrolier d'allègement de 18 000 tonnes à cinquante mètres de l'épave pose d'énormes problèmes ; on ne connaît pas exactement la nature des fonds à cet endroit. Le dernier relevé hydrographique date de 1927 ! A cette époque on se contentait de lignes de sondes distantes de cent mètres, mais entre elles, il peut y avoir des rochers. C'est pourquoi des travaux d'hydrographie sont en cours, mais ils ont dû être interrompus lundi, à cause du gros temps, et mardi la situation ne s'était pas améliorée : le matin il

tel n'est en vue, au contraire une forte marée doit intervenir lundi. C'est d'autant plus inquiétant que le pétrolier ne semble pas résister au choc de la mer. Lundi le chateau arrière a entamé un balancement d'avant en arrière : cette partie du navire encore reliée à l'avant par des tôles, risque de se détacher.

Si le beau temps revient (et que le mazout n'est pas entièrement échappé des soutes de l'Amoco !) il faudra compter une semaine de travaux pour mettre en place le pompage. Alors évitera-t-on au pétrolier de se vider entièrement ? Comme le dit le préfet maritime : «Dieu seul le sait !»

### Le pollueur superviseur

Une fois de plus, comme cela avait été le cas pour l'Olympic Bravery et le Bohlen, la pelle et des ustensiles plus petits seront les seuls efficaces pour dégager les côtes de leur couche de goudron. Becam, secrétaire d'Etat à l'intérieur et maire de Quimper a été chargé de «superviser» les opérations. Cela ne manque pas de piquant : l'individu en question avait déjà sévi, lors des opérations de nettoyage de l'île de Sein et de la côte de Douarnenez (polluées par le pétrole du Bohlen). Tout d'abord, en s'opposant à plusieurs reprises à l'emploi de chômeurs volontaires mêlés aux soldats du contingent pour le maniement de la pelle. Ensuite, en acceptant généreusement que les milliers de sacs remplis de goudron soient déposés dans un terrain de sa commune, sans envisager une seconde que la pluie pourrait entraîner le goudron, et provoquer une pollution par hydrocarbure, à l'intérieur des terres cette fois.

Un vrai spécialiste en pollution, Becam !

### Des idées, il n'en manque guère...

Le mauvais temps retardant les opérations de pompage, d'autres solutions que le pompage vers le large sont étudiées. Ainsi l'Institut Français du Pétrole envisagerait le pompage depuis la terre. Un pipe-line ou une noria de camions (il en faudrait un nombre considérable !) mènerait ensuite le pétrole à Brest. Mais le débit des pompes semble insuffisant pour projeter le pétrole dans les trois kilomètres de tuyaux nécessaires. Il faudrait installer une station relais, ce qui paraît exclu.

En somme, le plan Polmar, c'est beaucoup de pétrole, beaucoup d'idées, mais aucun moyen !

(Communiqués)

## La pollution en Bretagne : une carence inadmissible

La Fédération Générale des Transports et de l'Équipement (FGTE) et la Fédération Unie de la Chimie (FUC) affirment que l'échouage de l'Amoco Cadiz au large de Pornic en Bretagne n'est pas le fait d'un malencontreux hasard.

Ce navire est armé sous pavillon de complaisance et la nocivité de ce type de bateau n'est plus à démontrer : malgré cela les Compagnies Pétrolières Françaises continuent la politique de 1928 qui fait obligation de transporter 2/3 du pétrole à destination de nos raffineries sous pavillon français (...).

Depuis 1967 les seuls moyens véritablement efficaces que les Pouvoirs Publics ont su mettre en place devant un tel danger, ce sont les peiles, les seaux et la sueur de la troupe et de la population.

Il n'existe aucun moyen sérieux : les navires de lutte contre la pollution sont inadéquats et l'emploi de détergents nocifs. Pourtant les Transports maritimes représentent plus du tiers des pollutions des mers.

La FGTE et la FUC affirment que l'accident pouvait être évité : dénoncent les graves responsabilités des Compagnies Pétrolières, des Armateurs et des Pouvoirs publics, demandent que des poursuites soient engagées et exigent l'arrêt immédiat des transports sous pavillons de complaisance qui battent tous les records d'accidents maritimes, l'octroi de crédits importants pour l'achat et la recherche de navires, barrages et matériaux adaptés, la mise en place de gardes-côtes de surveillance dans les eaux territoriales avec pour intervenir et prévenir tout danger immédiat les moyens suffisants, une indemnisation sérieuse des marins et de la population vivant des activités de la mer dans ces régions.

Sans mesures préventives, sans une véritable lutte contre la pollution, la mer, source de nombreuses richesses, à l'avenir, est appelée à devenir un désert.

Paris, le 20 mars, 14 heures.

S.O.S. Environnement et l'Union Nationale des Accidentés (UNAC) communiquent :

Pour répondre aux besoins d'un marché énergétique qu'elles ont su détourner à leur profit, les compagnies multinationales ont imposé la construction de super-pétroliers de plus en plus grands, d'autant plus fragiles que ces bateaux naviguant souvent sous pavillons de complaisance, utilisent des équipages de plus en plus réduits et de moins en moins qualifiés.

S.O.S. Environnement et l'Union Nationale des Accidentés dénoncent la carence des compagnies pétrolières qui ne se sont jamais inquiétées sérieusement des moyens propres à assurer l'assistance en haute mer et même la destruction loin des côtes des cargaisons en péril, leur maître mot étant : «L'assurance paiera». Or, celle-ci ne peut suffire car tous les risques ne sont pas couverts : les collectivités familiales, locales, régionales et nationales en subissent donc les conséquences (...).

Nous proposons :

1 - La création d'une flotte de secours à la charge principale, non du contribuable, mais du transport pétrolier.

2 - La «rationalisation» dans un sens écologique du transport maritime pétrolier (navires moins gros, contrôle technique sérieux).

3 - La création d'une instance internationale chargée d'étudier et de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la résorption sans danger de marées noires, le financement devant encore être fourni principalement par les pétroliers. (...)

## Interdiction des aérosols aux USA

Le gouvernement US vient de décider l'interdiction de la plupart des aérosols contenant du chlorofluorocarbène. Ce produit, qui permet la dispersion de l'aérosol (parfum, laque, insecticide...) se concentre en effet dans la haute atmosphère où il se combine avec l'ozone, et diminue la couche de ce gaz qui protège la Terre des radiations «dures» du soleil. De nombreux biologistes avaient lancé un cri d'alarme, car certains rayons ultraviolets peuvent provoquer des cancers cutanés et des perturbations génétiques dans les espèces vivantes.

L'interdiction est survenue au moment où les trusts de la chimie ont trouvé des produits de remplacement...

## Procès de la MGM à Valence

# LA POUDRERIE FACE AUX TRAVAILLEURS

● Le procès des quatre responsables de l'explosion de la Poudrerie de Clérieux s'est ouvert mardi devant le tribunal correctionnel de Valence (Drôme).

Le 9 avril 76, au cours d'une terrible explosion, six ouvrières de la fabrique de munitions sont tuées. Trois autres sont grièvement blessées. La Manufacture générale de munitions (MGM) est une filiale de Gévelot. On y fabriquait des amorces pour les cartouches de chasse et des culots pour les pistolets de scellement. C'est l'explosion du bâtiment de séchage et de conditionnement qui a provoqué la mort des six ouvrières.

Les quatre responsables poursuivis sont Rumiller, PDG, Deplaude et Roblin, le directeur technique et son adjoint, Humbert, l'ingénieur. Les charges sont très lourdes : les bâtiments étaient trop surchargés, le personnel trop nombreux dans des locaux aussi dangereux, le stock d'amorces trop important... L'inspection du travail a relevé trois infractions.

La MGM de Clérieux, tout le monde savait que c'était une usine dangereuse. Les explosions y étaient fréquentes et le CHS était intervenu plusieurs fois. Des accidents qui se sont multipliés

lorsque la direction a voulu augmenter la production. Il faut du reste à chaque fois attendre l'accident pour que des mesures soient prises. En 75 un ouvrier qui versait des plateaux de culots explosifs dans un

sac, qui a explosé, est blessé aux jambes. La direction modifie un peu la méthode de travail, mais elle ne le fait pas pour les amorcés !

### LE CHÔMAGE OU LA MORT

«Ici les femmes n'ont pas d'autre choix que d'aller se faire tuer, pour le SMIC» disent les familles de Clérieux. A Clérieux, il n'y avait qu'une autre usine de chaussure. Elle passe en quelques années de 800 emplois à 200 !

Après l'accident, la colère des familles éclate. 5 000 personnes se rendent aux obsèques des victimes. La MGM essaye d'étouffer l'affaire ! Elle accorde une prime de décès de 150 F plus 50 F par

enfant pour chaque victime !

La mère d'une ouvrière tuée nous disait en avril 76 : «Ma fille ramassait tout de suite avec une éponge la poudre explosive qui tombe par terre. La poudre, il suffit de la pousser du pied pour que tout explose. Elle travaillait là depuis 11 ans. Quand ils l'ont embauchée, ils ne lui ont pas dit tout de suite, mais après ils sont venus la voir, pour lui dire qu'elle remplaçait une dame qui venait de se tuer dans une explosion, et ils lui ont proposé une augmentation. Ma fille était seule avec deux enfants, elle a pris ce qu'elle a trouvé. Ma fille s'est toujours battue. On lui disait, oui, plus tard, mais pour l'instant bossez !»

Le procès va donner lieu à un débat technique assez complexe. Mais ce qui est certain c'est que la MGM a pour des raisons d'économie, regroupé des opérations de production distinctes dans un même bâtiment, où pour le seul séchage, travaillaient une dizaine d'ouvrières (au lieu de 2). Sachant que le moindre choc lors d'un déplacement pouvait produire l'explosion fatale, on mesure le mépris criminel du patron pour la sécurité !

Les syndicats CFTD, CGT et l'association des familles de victimes se sont portées partie civile et témoigneront dans ce procès qui durera en principe trois jours.

Pierre PUJOI



Le 12 avril 1977, l'explosion de la poudrerie de Montoux (Vaucluse) fait 2 morts et 19 blessés

## Cinq ans de ministère de l'environnement

# Un ministère fantôme

● Les militants CFTD du ministère de l'Environnement dressent un premier bilan des activités de celui-ci. Depuis cinq ans, avec la création d'un ministère de la Protection de la Nature, le gouvernement tente de nous faire croire qu'il se préoccupe de la nature, utilisant avec profusion une terminologie agaçante.

Depuis cinq ans, les ministères font usage des termes : «écologie», «environnement», «qualité de la vie» et arrivent même à parler de pollution pour justifier l'existence d'un ministère fantôme.

Ainsi la «Charte de la qualité de la vie», présentée à grands renforts de publicité, ne reste qu'une suite d'intentions aussi plates que la brochure qui la rendait publique. D'ailleurs comment pourrait-il en être autrement, lorsque la politique gouvernementale est celle d'un développement d'un programme nucléaire dangereux, qui sacrifie des sites entiers. De même que signifie la participation budgétaire de ce même ministère à la construction du barrage de Villerest, sous prétexte de protéger les valls de Loire

des inondations ? Alors que les enquêtes sur les perturbations qu'il pourrait causer ne sont pas terminées, et qu'il y a tout lieu de croire, comme l'ont déjà démontré les habitants concernés, que les inconvénients risquent d'être très graves pour les régions intéressées. L'utilisation des eaux de ce barrage pouvant servir ultérieurement au refroidissement des futures centrales du coin, l'autoritarisme affiché pourrait ainsi y trouver une raison suffisante. Et que signifient ces spectaculaires journées de

l'arbre», où l'on voit des centaines d'écologues, entourés de quelques personnalités, mettant en terre de jeunes plants, sur les côtes déboisées ? N'est-ce pas une belle occasion pour l'Office national des forêts, de profiter d'une main d'œuvre à titre gratuit, tout en continuant par ailleurs son massacre. De même, la soi-disant lutte contre la pollution des eaux, apparaît comme un moyen pour certains industriels d'étendre leur main-mise sur un secteur qu'ils avaient jusqu'alors jugé peu rentable pour leurs investissements.

D'autre part la politique des parcs nationaux, ne permet-elle pas les abus en dehors de ces zones privilégiées, qui elles-mêmes deviennent ainsi des lieux de spéculations ?

Et la politique des

espaces verts dans les grandes villes favorise l'entreprise de «démolition» des promoteurs avides de gros sous. La terrible catastrophe qui a lieu en ce moment sur les côtes bretonnes, vient rappeler crûment, par une destruction irréversible de la faune et de la flore l'irresponsabilité d'un gouvernement qui en n'«consacre» que 0,6 % de son budget au ministère de l'environnement, rendant impossible toute intervention conséquente. Le CFTD dans son bilan ne fait qu'aborder quelques-uns de ces problèmes, et la question qu'elle se pose apparaît secondaire au vu des agissements de ce ministère bideau. «Ne détourne-t-on pas le ministère de l'environnement de son objet ?» Mais s'agit-il simplement de détourner quand sa politique arrange celle des promoteurs et des industriels ?



# LES CASQUES BLEUX ET LES AMBITIONS SIONISTES

● Tandis que les combats qui n'ont cessé depuis une semaine, d'opposer la Résistance Palestinienne et les forces progressistes libanaises, aux troupes d'occupation se poursuivaient mardi après-midi au Sud-Liban, l'état-major sioniste annonçait en fin de journée, un « cessez-le-feu ». C'était le moment où Begin était reçu à Washington, par Carter. Cette simultanéité n'est évidemment pas fortuite. Il s'agit pour l'impérialisme américain de se donner le visage de l'« arbitre », afin de maintenir ses possibilités de pression sur les pays arabes.

## UN DANGEREUX PLAN

Selon le *Jérusalem Post* (quotidien sioniste) de mardi, le plan de l'ONU répondrait en effet favorablement à plusieurs exigences de l'Etat d'Israël. Le Conseil de sécurité essaierait d'obtenir de l'OLP, en comptant pour cela sur des pressions du gouvernement libanais et de la « force arabe de dissuasion » (contrôlée quasi-exclusivement par Damas), l'observation d'un cessez-le-feu, tout le long du fleuve Litani, au sud duquel les forces sionistes occupent le territoire libanais.

Le plan de l'ONU envisagerait la création d'une « zone-tampon » entre deux lignes parallèles : l'une, longeant le fleuve Litani, en partant du nord de Sour, l'autre partant de Ras El Bayada, au sud de Sour, et aboutissant à Eibel El Saki, au nord de Metoulla, en Palestine occupée.

## INFORMATIONS DE BEYROUTH, (MARDI APRES-MIDI)

Dans la nuit de lundi à mardi, les forces sionistes poursuivaient leurs opérations sur la route de Chahaa et de Rachaya El Wadi, sous la protection des chars et de l'artillerie. La Résistance a riposté, détruisant un bulldozer, un transport de troupes et tuant 5 soldats ennemis. Les forces conjointes palestiniennes et libanaises progressistes se sont opposées également à l'avance sioniste dans la direction de Bourj el Chamali, à proximité de Sour. Dans la même région, un char et un canon de 106 étaient détruits par la Résistance. Les forces d'occupation ont perdu également 20 soldats à la suite d'une opération menée par une unité Palestinienne travaillant à l'arrière des lignes ennemies, qui a attaqué leurs voies de ravitaillement : Taibé, Qantara et Rachaya el Foukhar-Bint Jbeil, Jouaya-Kana-Bayadah. L'aviation sioniste a poursuivi ses raids contre Sour et la région montagneuse de l'Arkoub, où se maintient une forte résistance.

Alors que les États-Unis fournissent à Israël presque autant de crédits militaires qu'à tous les autres pays du monde pris ensemble, ils veulent préserver intactes les chances de leurs manœuvres diplomatiques auprès des pays arabes pour amener ceux-ci à composer avec l'Etat sioniste, en suivant la voie prise par Sadate.

## PROLONGEMENT MILITAIRE

L'agression contre le Sud-Liban, préparée de longue date, bien que soit invoquée comme prétexte, l'opération du Fath en Palestine occupée, n'est que le prolongement militaire de l'offensive diplomatique lancée par les Américains en octobre dernier, et qui a été marquée notamment par la main tendue de Sadate aux dirigeants sionistes. L'agression contre le sud avait pour objectif de briser la Résistance Palestinienne, condition indispensable à la mise en place d'un règlement impérialiste.

## PARTAGE DES ROLES

C'est, rappelons-le, Washington qui a fait adopter l'initiative de l'envoi des « casques bleus » par le conseil de sécurité de l'ONU, ceci devrait, selon les Américains, renforcer aux yeux de l'opinion mondiale arabe, les apparences d'« arbitre », qu'ils veulent se donner. Il y a ainsi un partage des rôles entre Israël et les Etats-Unis. Israël parle de cessez-le-feu, après avoir déployé son agression de grande envergure contre le Sud-Liban, où des localités entières, telles que Bint Jbeil, Tibnin, Joueiyah, ou Bazouriah, ont été rayées de la carte, par l'artillerie et l'aviation, l'impérialisme américain, quant à lui, tout en rejetant catégoriquement une souveraineté palestinienne, même sur une partie limitée de la terre de Palestine occupée, se déclare réticent par exemple devant la poursuite des implantations de colonies sionistes en Cisjordanie.

Mais, les obstacles opposés à l'avance sioniste, depuis une semaine, ont démontré une fois de plus la rivalité de la Résistance et ses capacités de lutte, malgré l'attentisme des régimes arabes, y compris ceux participant au « Front de la fermeté » et qui, réunis lundi et mardi à Damas, n'ont abouti à aucune décision concrète pour le soutien à la Résistance : ce qui a fait qualifier cette conférence par les Palestiniens, à Beyrouth, de conférence « du silence ».

D'ores et déjà, la Résistance palestinienne rejette tout diktat international qui viendrait cautionner la politique de l'Etat sioniste.

— la bande de territoire située entre cette seconde ligne et la frontière Liban-Palestine, serait déclarée « zone de paix », et devrait permettre aux sionistes de maintenir les communications entre le territoire palestinien qu'ils occupent, et les enclaves établies en territoire libanais par l'extrême-droite chrétienne, avec l'appui israélien.

Ceci reviendrait à entériner l'occupation permanente d'une partie du territoire libanais.

— les forces de l'ONU ne prendraient position que sur les limites de la « zone-tampon » mais, pas sur la frontière Liban-Palestine, ce qui là encore, reviendrait à mettre en cause cette frontière, au profit des sionistes.

— enfin, la « zone-tampon », aussi bien que la zone frontalière, seraient patrouillées par des forces « mixtes » de l'armée libanaise et des milices d'extrême-droite armées par Israël.

Abou Iyad, dirigeant de l'OLP, a souligné : « L'entrée des casques bleus au Sud-Liban, n'empêchera pas la Résistance palestinienne de poursuivre ses activités ». « La Révolution palestinienne poursuivra la lutte jusqu'à ce que le

monde entier comprenne que le peuple palestinien existe et que son droit à l'auto-détermination ne peut être sujet à marchandage », a déclaré Hani El Hassan, représentant de l'OLP à la conférence du « Front de la fermeté », à Damas. « Si les troupes israéliennes se retirent, a-t-il ajouté, ce sera en raison des pertes importantes qu'elles subissent et parce que les sionistes se sont rendus compte que l'occupation du Sud-Liban ne leur procurera pas la quiétude et la sécurité ».

Jean-Paul GAY

### SITUATION SUR LE TERRAIN, MARDI APRES-MIDI d'après les informations qui nous sont parvenues de Beyrouth

**LOCALITÉS OCCUPÉES PAR LES TROUPES SIONISTES**

Kana, Jouayah, Ezzieh, Teir Harfa, Maroun er Ras, Bint Jbeil, Beit Yahoun, Hadata, Tabnine.

**LOCALITÉS OCCUPÉES PAR L'EXTRÊME DROITE LIBANAISE GRÂCE A L'ARTILLERIE ET L'AVIATION ISRAËLIENNES**

Alma Chaab, Yarin, Debel, Harin, Rmeich, Yaroun, Ein Ebel, Mer Jeyoun, Koleya, Deir Mimas, Khlam, Khroibeh.

**LOCALITÉS BOMBARDÉES ET OPPOSANT UNE TRÈS VIVE RÉSISTANCE**

Sour, Adloun, Rachidiyeh, Ras-el-Eiri, Bourj Al Hawa, Bourj Ar Rahhal, Bourj Al Chemali, Bazourieh, Deir Kanoun, Blat, Nabatieh, Wassani (peut-être occupée)  
Saïda : constamment survolée par l'aviation sioniste.

### Les résultats du 2<sup>e</sup> tour en Guadeloupe

En Guadeloupe, la propagande de la gauche, et en particulier celle du PCG étroitement lié au PCF, en faveur de l'« autonomie », n'a pas fait recette. Ce prétendu « département » qui, en 74, avait donné 56 % des suffrages exprimés à Mitterrand, enverra cette fois trois députés RPR à l'assemblée française.

Sur les trois circonscriptions de la Guadeloupe, où il y avait depuis 73 un seul député RPR, Ibéné, le député sortant apparenté PS et Jalton, le député sortant apparenté PCF, ont été battus.

A noter l'importance des abstentions : si celles-ci ont été un peu plus faibles au deuxième tour qu'au premier, elles restent néanmoins très importantes, atteignant près de 45 % des inscrits dans deux circonscriptions et 57 % dans la troisième (toutes trois étant à peu près d'égale importance en nombre d'inscrits : entre 55 et 58 000 environ).

**PANAMA-USA**

La ratification par le sénat américain du traité signé par Panama et les USA au sujet du canal, soulève de grandes inquiétudes à Panama. En effet, pour satisfaire son opposition qui trouvait qu'il avait fait trop de concessions, Carter a rajouté un amendement qui donne aux USA un droit d'intervention militaire illimitée. Le président américain a écrit au général Torrigos pour l'assurer qu'il s'agissait de changements peu importants « ne signifiant rien ». La deuxième partie du traité, qui prévoit une

**société mixte pour l'exploitation du canal, n'a toujours pas été ratifiée.**

**PROCES CROISSANT REPORTÉ**

Le procès de Klaus Croissant, dont les avocats refusent toujours de se laisser fouiller à l'entrée du tribunal, ce qui reviendrait à cautionner de nouvelles atteintes à la défense politique en RFA, a été reporté au 3 avril. D'ici là, le tribunal constitutionnel devra statuer sur ce conflit qui oppose les avocats du barreau de Stuttgart au tribunal de Stammheim.

### Non à l'intervention française au Liban par casques bleus interposés

Selon les milieux soviétiques à l'ONU, « l'URSS trouve justifié le désir de la France de participer à la force de l'ONU au Sud-Liban, en raison de ses liens anciens et traditionnels avec ce pays ».

Ces « liens anciens » que saluent les soviétiques, on les connaît, ce sont les liens de la colonisation, des liens qui datent de l'époque où la France se partageait avec les autres puissances européennes, la domination du Proche-Orient. Le déclin des impérialismes européens dans cette région, sanctionné par l'échec du débarquement franco-anglais de Suez en 56, n'a cessé de se confirmer par la suite, et notamment lors de la guerre d'octobre 73, et leur point de vue à l'égard du conflit du Proche-Orient, a été de plus en plus soumis aux visées américaines.

L'empressement actuel des giscardiens à contribuer à la force de l'ONU, n'est que l'expression d'une volonté de « jouer un rôle », quoique forcément très limité, pour maintenir certaines positions politiques et économiques de la France auprès des pays de la région. C'est aussi répondre au souhait des Américains qui ont eux-mêmes lancé l'initiative de l'envoi des casques bleus.

### PREMIER BILAN DE L'AGRESSION SIONISTE selon les chiffres transmis à l'ONU par le gouvernement libanais

**LES PERTES ISRAËLIENNES :**

- 450 soldats tués et blessés dont le général Orlin abattu dans le secteur central de la frontière.
- 4 avions abattus.
- 100 chars et blindés détruits ou endommagés.

**LES PERTES DES COMBATTANTS PALESTINO-PROGRESSISTES :**

- 144 tués, blessés et disparus.

**LES VICTIMES PARMIS LA POPULATION :**

- 700 Libanais et Palestiniens réfugiés.
- 100 000 Libanais et 60 000 Palestiniens chassés du Sud-Liban.

## INTERNATIONAL

## Les colonies françaises à l'heure des élections (5)

## LA GUADELOUPE : «NI LA DROITE NI LA GAUCHE»

## Un appel de «l'Union Populaire de Petit-Bourg»

Dans la commune de Petit-Bourg, un appel a été lancé le 16 février dernier, pour la création d'une «Union populaire». Rejetant la fausse alternative «droite-gauche» proposée en Guadeloupe par les partis français et leurs appendices locaux, et dénonçant tout projet d'autonomie, fût-elle «démocratique», comme une «solution» qui vise à prolonger l'état de choses existant, et à perpétuer la domination coloniale sur le pays, l'«Union populaire de Petit-Bourg» (UP PB) fait ici le procès du système colonial. Elle analyse ses conséquences dans la commune de Petit-Bourg où elle appelle les patriotes à se regrouper.

«Sur le plan économique à Petit-Bourg, la situation

se caractérise par le chômage. Ces 20 dernières années, l'activité économique de la commune a considérablement diminué avec la fermeture de l'usine Roujol, la disparition de l'artisanat, du débarcadère. Avec la mécanisation de l'agriculture les ouvriers agricoles sont venus augmenter le nombre de chômeurs. Ceux qui ont la chance d'être embauchés ne travaillent que quatre à cinq jours par quinzaine.

Pour ce qui concerne la pêche, la situation est catastrophique. Personne ne s'est encore soucié de la situation des pêcheurs accablés par les rôles et les contrôles de l'Inspection maritime et confrontés aux difficultés d'organisation de ce secteur.

A Petit-Bourg, commune essentiellement agricole, la question de la terre se pose avec acuité ; depuis quelques années nous assistons à un processus d'expropriation des paysans, à l'accroissement du nombre de

paysans sans terre comme l'attestent les faits suivants :

La réforme foncière n'a pas profité aux paysans. Pour acquérir les terres loties dans le cadre d'organismes comme la SAFER, ils se sont endettés jusqu'au cou. Certains d'entre eux ne pouvant payer les annuités exigées ont vu leurs terres revendues à des non-paysans, et la plupart ont été obligés de revendre ces terres et même leur lot habitant. Cela se produit sur le lotissement de Roujol.

Le lotissement de Bellevue est un exemple de disparition des terres agricoles par le biais de la spéculation foncière. Alors que suivant la législation, ces terres agricoles devaient être vendues aux agriculteurs de la commune à moins de deux francs le m<sup>2</sup> elles ont été vendues 10 francs le m<sup>2</sup> à une société capitaliste qui elle les revend près de 50 francs le m<sup>2</sup>.

C'est un exemple typique de la façon dont les capitalistes colonialistes français réalisent des super profits au mépris des droits des ouvriers et paysans.

A Arnouville, des terres agricoles, y compris dans la zone des cinquante pas géométriques, ont été distribuées à des moyens bourgeois pour qu'ils y construisent des villas de grand standing. A Gripière des terres agricoles ont été vendues à des particuliers.

Un tel système entraîne la ruine et la disparition des paysans. Bien que Petit-Bourg soit une commune agricole, ses habitants sont condamnés à consommer des produits importés (riz, légumes secs...)

Sur le plan social les conséquences de cette situation sont :

— le recours à l'aide sociale qui développe une mentalité d'assisté. Le gouvernement français veut transformer les Guadeloupéens en véritables

mendiants. De nombreuses personnes sont obligées de défilier à la mairie pour réclamer un secours.

— l'expatriation de la jeunesse : beaucoup de jeunes sont contraints de partir pour la France dans l'espoir de trouver du travail privant ainsi la commune de ses forces vives. Ceux qui restent veulent développer des initiatives (sportives, culturelles etc...) mais ils se heurtent à l'absence d'infrastructure.

Sur le plan politique deux courants s'affrontent à Petit-Bourg :

— un courant assimilationniste de droite représenté par le RPR partisan de la départementalisation, — un courant assimilationniste «de gauche» représenté par l'alliance Parti socialiste-Parti communiste. Le PS est partisan de la départementalisation, et le PC partisan de l'autonomie.

Ces deux courants entretiennent la division de la population. En apparence ils ont des divergences. En fait ce sont deux courants assimilationnistes qui ne remettent pas en cause le statut colonial de la Guadeloupe : leur principal adversaire ce sont ceux qui luttent pour la libération de la Guadeloupe.

— Nous soutiendrons la lutte des ouvriers agricoles contre le chômage, la lutte des paysans pour la terre et pour développer l'agriculture de subsistance, les luttes des artisans, des commerçants et des autres travailleurs.

— Nous soutiendrons les initiatives des jeunes allant dans le sens de l'épanouissement de la jeunesse en général et de celle de Petit-Bourg en particulier.

— Nous combattrons toutes formes d'assimilation et d'aliénation et contribuerons à développer tout ce qui est guadeloupéen (gro Ka, contes, et autres formes de l'art), nous œuvrerons au développement de la langue guadeloupéenne.

— Nous dénoncerons les injustices et les magouilles de toutes sortes

— Nous combattrons les propositions démagogiques de changement de statut telle que l'autonomie en union avec la France ou l'autonomie démocratique et populaire, et lutterons pour l'Indépendance nationale.

Nous combattrons farouchement la division de la population en une soi-disant «gauche-droite» française, et lutterons pour unir le peuple guadeloupéen, et unir la population de Petit-Bourg contre le colonialisme français.

## L'UNION POPULAIRE DE PETIT-BOURG EST CRÉE

Population de Petit-Bourg,

Des patriotes (ouvriers, paysans, jeunes, intellectuels) de la commune ont décidé de se regrouper au sein de l'Union populaire de Petit-Bourg. L'UPPB a pour but d'organiser la résistance au colonialisme français sur tous les plans :

Union populaire de Petit-bourg

## Boycott du Mondial

## SOUTIEN AUX LUTTES DU PEUPLE ARGENTIN

Le massacre, récemment, de 60 prisonniers à la prison de Villa Devoto, ramène la junte militaire argentine à l'avant-scène de la répression et de la terreur.

Les méfaits sanglants de la junte militaire appellent une riposte urgente et massive de la part du mouvement ouvrier international. La solidarité avec les luttes du peuple argentin et la dénonciation de la terreur d'Etat qui règne en Argentine doivent rapidement s'amplifier.

La campagne engagée autour du mot d'ordre du boycott du Mondial 78 répond entièrement à cet objectif, tellement il apparaît maintenant que l'approche de cette grande rencontre sportive internationale signifie l'étouffement de toutes les formes de revendications et l'exploitation accrue des travailleurs argentins.

Pour la junte militaire, la Coupe du Monde de Football est le tremplin idéal pour transformer son image de marque internationale. Mais la réussite de cette opération nécessite qu'elle contrôle totalement la situation intérieure, qu'elle empêche toute forme de mobilisation et de protestation à l'approche de l'événement sportif. A l'heure où les écrans de télévision s'allumeront partout dans le monde, il faut que la junte ait fait place nette afin que rien ne vienne ternir la «Fête du ballon rond».

On connaît bien les mesures policières prises par la junte pour contrôler minutieusement le déroulement de l'événement sportif lui-même : billets nominatifs et non transférables, journalistes sportifs accrédités nominativement et menacés d'expulsion s'ils s'égarèrent à parler d'autre chose que du sport, touristes contingentés et enquête préalable chez les habitants chargés de les héberger, etc..

Pour que ce dispositif policier remplisse efficacement son rôle, il doit s'accompagner de l'écrasement de toutes les forces susceptibles de se manifester en marge de l'événement sportif lui-même, de tous ceux qui penseraient profiter de la présence de journalistes et de touristes étrangers pour informer l'opinion mondiale.

Non seulement les marges de manoeuvre sont bien étroites pour ceux qui défendent l'idée de se rendre en Argentine pour témoigner de la réalité du pays à l'occasion du Mondial, mais leur responsabilité est lourde en prétendant intervenir au moment du déroulement des épreuves, alors que les travailleurs argentins auront subi la répression sanglante présidant à la préparation du Mondial.

La phase actuelle de la préparation de la coupe du monde signifie une répression accrue des travailleurs argentins, voilà la réalité tragique. Il est important de ne pas se laisser abuser par les demi-mesures prises par la junte militaire pour améliorer son image de marque. La publication d'une liste partielle de prisonniers politiques ne doit pas nous abuser. Rappelons-nous le précédent historique de Berlin 1936.

Les militants argentins que nous avons rencontrés le 27 février, à l'occasion de la rencontre européenne des comités pour le boycott, Gustavo Roca et Eduardo Duvalde, connus pour leurs activités de défense des prisonniers politiques, ont dit clairement ce que signifiait cette pseudo-mesure d'apaisement : «La junte vient de reconnaître officiellement qu'elle détenait 3 500 prisonniers politiques, dont 1 600 auraient été arrêtés avant le coup d'Etat militaire. Or, quand on sait qu'en fait plus de 25 000 personnes ont disparu depuis le 24 mars 1976, on

doit craindre pour la vie de tous ceux qui n'ont pas été encore tués. Le Mondial est une gigantesque opération de propagande qui va servir à cacher l'assassinat légalisé de plus de 20 000 personnes.» Les Forces Armées de Libération (FAL), le Parti communiste argentin (marxiste-léniniste) et les Forces du Péronisme Révolutionnaire dénoncent l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football et appellent au boycott de cette «fête de la terreur».

Saluons la lucidité des camarades argentins qui ont saisi que cette coupe du monde est une affaire d'Etat.

Leurs inquiétudes étaient, hélas, confirmées le soir du 27 février par les propos de l'Amiral Emilio E. Massera (2<sup>e</sup> personnage de la junte) publiés par le journal *La Nación* de Buenos Aires : «De nombreuses personnes ont disparu et il y a d'innombrables cas de luttes vers l'étranger, facilités par les organisations terroristes, ou d'assassinats commis par ces dernières pour éviter que les personnes ne se rendent ou qu'elles parlent. Le gouvernement argentin a publié, avec l'adhésion totale de l'armée, les listes des prisonniers. Ceux qui ne figurent pas sur ces listes sont morts dans des affrontements et ne furent pas identifiés, leurs papiers restant dans les mains de leurs propres camarades, ou ont quitté le pays avec des documents d'identité falsifiés. D'où croyez-vous que sont partis les milliers de terroristes argentins, installés confortablement en Amérique ou en Europe, qui mènent actuellement campagne contre le prestige de la République ?»

C'est clair, il y a beaucoup à craindre pour la vie de ceux qui ne sont pas sur les listes officielles des prisonniers reconnus par le gouvernement militaire. La phase actuelle de préparation du Mondial s'accompagne d'autres liquidations. Le massacre de la prison de Villa Devoto en est une illustration.

Juan Carlos Ortiz, le directeur de cette sinistre prison, déclarait cyniquement il y a peu de temps : «Nous n'allons pas tuer les prisonniers parce que ce sont les ordres que nous avons pour aujourd'hui. En ce qui me concerne, je les aurais tous fusillés, mais les ordres des militaires sont de les anéantir psychologiquement.» (publié dans *Cambio* 16 le 19 février 1978)

C'est dans la logique même du régime sanguinaire argentin d'engendrer des nazillons de ce type, dont le pouvoir central reconnaît officiellement les capacités d'initiative, tout en les présentant hypocritement pour l'opinion mondiale comme des éléments incontrôlés : «Nous ne pouvons contrôler chaque police, mais nos efforts visent à éliminer tout excès. Aujourd'hui, nous ne pouvons les éliminer, mais nous les contrôlons.» C'est ce que déclarait récemment le Général Videla.

Aujourd'hui, ces «excès contrôlés», chiffrés à 60 morts officiellement reconnus à Villa Devoto, il est à craindre que ce ne soit le prélude à d'autres éliminations «contrôlées» à la veille du Mondial.

A bas la dictature  
A bas la terreur d'Etat  
Boycott du Mondial  
Soutien aux luttes du peuple argentin !

Le COBA  
le 21 mars 1978  
14, rue de Nanteuil 75015

## Communiqué

— Deux ans après le coup d'Etat militaire du 24 mars 1976 en Argentine  
— Après le massacre du 14 mars dernier d'au moins 60 prisonniers politiques dans la prison de Villa Devoto,

la dictature du Général Videla intensifie la répression à l'ombre de la Coupe du Monde de Football

## CONTRE LA RÉPRESSION EN ARGENTINE

## SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DU PEUPLE ARGENTIN

Rassemblement devant l'ambassade d'Argentine le jeudi 23 mars à 18 h 30

## RENDEZ-VOUS MÉTRO KLÉBER

A l'initiative du COBA (Collectif pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football). Le COBAL appelle toutes les organisations ouvrières et démocratiques à soutenir ce rassemblement et à y participer.

Ont déjà répondu à cet appel : AJS, CCA, Cedetim, Cosef, Ecole émancipée, LCR, Man, Mas, Mouvement des Jeunes Radicaux de Gauche, Mouvement de la Jeunesse Socialiste, OCI, OCT, PCR, PSU, Sport et Socialisme, UNEF (US)

## PROGRAMME TÉLÉ

## Mercredi 22 mars

## TF 1

18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or  
19 h 10 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien, raconte  
19 h 50 - Tirage du loto  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Les bijoux de Carina  
21 h 55 - Les grandes énigmes. Zoom sur la terre  
22 h 50 - Journal et fin

## A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les six jours d'antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Question de temps  
21 h 40 - Musique, médecine de l'âme. Emission consacrée à l'effet que peut avoir la musique sur la personnalité, en particulier sur les handicapés. Avec la participation de psychiatres.  
22 h 25 - Journal et fin

## FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Cinéma : La discorde. Production de Marseille  
21 h 50 - Journal  
22 h 05 - Ciné regards  
22 h 35 - Fin

## Jeudi 23 mars

## TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Jean-Christophe. Feuilleton.  
21 h 30 - L'événement  
22 h 30 - Allons au cinéma  
23 h 00 - Journal et fin

## A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - La passion. Dramatique  
22 h 05 - Concert  
22 h 40 - Journal et fin

## FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Chacal. Film de politique-fiction de Fred Zinnemann (1973)  
22 h 05 - Journal  
22 h 20 - Un événement  
22 h 40 - Fin

## LIVRE

● **Ecologie et politique (2)**

de André GORZ et Michel BOSQUET

éditions du Seuil

## LA «LOGIQUE DES OUTILS»

Selon cette thèse, développer un certain type de technique aboutit à certains rapports sociaux.

Ainsi, la parcellisation du travail dans les usines, en empêchant les ouvriers d'avoir un contrôle sur l'ensemble du processus de fabrication de la marchandise qu'ils produisent, aboutirait à donner le pouvoir à quelqu'un d'extérieur à la production, et qui aurait lui le point de vue d'ensemble, le patron.

De même pour le nucléaire : l'auteur part de la constatation que cette source d'énergie est centralisatrice, en ce sens qu'une centrale fournit une grande quantité d'énergie, et qu'il est difficile (quoique non impossible) de concevoir de nombreuses petites centrales nucléaires d'utilité locale. La gestion du nucléaire est donc forcément, dans cette mesure même, centralisée. Or, comme l'auteur pense que la véritable démocratie ne peut exister que dans des petites collectivités, «conviviales» comme disait Ivan Illich, cette ressource énergétique échapperait nécessairement, selon lui, à tout contrôle démocratique, quelle que soit la classe au pouvoir. Et la

politique énergétique conditionnant les autres choix économiques, l'utilisation du nucléaire aboutirait forcément à concentrer le pouvoir dans les mains d'un petit nombre de technocrates.

En fait, cette soi-disant «logique des outils» inverse la réalité des choses.

Ce n'est pas seulement parce qu'il a réussi à parcelliser le travail de ses ouvriers que le patron peut exercer son despotisme sur les ouvriers. C'est pour accroître ses profits, accroître le degré d'exploitation de ceux qui sont obligés de lui vendre leur force de travail, qu'il simplifie au maximum les gestes de ses ouvriers, pour que n'importe qui puisse les effectuer avec un minimum d'expérience, et de plus en plus vite.

De même, si la bourgeoisie au pouvoir a décidé de miser sur le nucléaire, ce n'est pas pour que les choix énergétiques et économiques échappent d'avantage au contrôle démocratique. Est-ce que le choix du «tout charbon» et puis du «tout pétrole» ont davantage été soumis à l'approbation populaire ? Non. Là encore, le but c'est le profit.

Et même si ce choix

aboutit à une concentration plus grande encore du pouvoir, ce n'est qu'une nouvelle illustration de cette loi du capitalisme : la logique du profit aboutit toujours à une plus grande concentration du capital, et donc du pouvoir de la bourgeoisie.

## LA QUESTION DU POUVOIR

Entendons-nous bien : il est certain que sous le socialisme, la parcellisation du travail sera combattue : il est certain également qu'une France socialiste aura besoin d'une décentralisation, et d'une diversification de ses sources d'énergie. La prise du pouvoir par la classe ouvrière permettra cette transformation des «outils» et non le contraire. Prétendre le contraire équivaut à esquiver la question centrale du pouvoir, et les illusions de ce type servent tout à fait d'alibi aux projets réformistes.

Dans les sociétés «industrielles» que nous connaissons, le développement des forces productives ne vise pas à satisfaire les besoins de la population,

mais le profit. «L'essor de la production n'a été possible dans le capitalisme qu'en détruisant en même temps les sources d'où jaillit la richesse : la terre et l'ouvrier». Ces constatations, Marx les avait faites il y a plus de cent ans, et seuls ceux qui récusent la vérité qu'il a mise en évidence, peuvent parler de «progrès» en général, d'un progrès qui serait bon en même temps pour les exploités et pour les exploités.

Mais ces constatations de Marx, Ivan Illich et ceux qui le suivent lui retirent toute sa dimension révolutionnaire, tout son contenu de classe.

Dans son épilogue, qu'il intitule «La révolution américaine recommence», l'auteur ne nous parle pas des luttes de la classe ouvrière américaine, qui effectivement reprennent vigueur. Il nous parle de personnes qui se sont mises plus ou moins en marge du «système», et qui se construisent leur propre petit univers. Des initiatives parfois intéressantes, mais qui ne menacent guère le vieux monde.

Paul GAUVIN

## Et l'acier fut trempé

93<sup>e</sup> épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Pavel Kortchaguine se remet d'une fièvre typhoïde. Après une convalescence chez son frère Artem, il revient dans la ville où sont restés ses amis et ses camarades. Mais il se sent abattu...

Rien d'étonnant à cela. Elle lui était devenue étrangère et fastidieuse. Se promener même n'avait plus d'agrément. En passant devant les bavardes commères, assises sur leur perron, Pavel les entendait cacaquer :

— R'gardez-le, c'grand épouvantail ? D'où c'est-y qu'il sort ?

— C'est sûrement un tuberculeux, il a la «plumonie».

— Et vous avez vu sa belle veste ? Il a dû la voler qu'q' part...

Et d'autres réflexions du même genre, qui lui donnaient la nausée.

Il avait depuis longtemps tranché les liens qui le rattachaient à ces lieux et s'était rapproché de la grande ville. Là étaient ses camarades, forts, heureux de vivre et de combattre. Là était son travail.

Sans s'en apercevoir, il arriva au bois de pins. S'arrêtant à la croisée des chemins, il vit sur sa droite la vieille prison faciturne, séparée du bois par une haute barrière aux pieux taillés en pointe, et, au-delà, les bâtiments blancs de l'hôpital.

Ici, sur cette vaste place, les nœuds coulants avaient étouffé Valia et ses camarades. Il demeura quelques instants silencieux à l'endroit où s'élevait le gibet, et se dirigea ensuite vers le ravin, où il descendit jusqu'à la fosse commune.

Des mains pieuses avaient déposé sur les tombes des couronnes de branches de pin et enclos le petit cimetière d'une haie verdoyante. Des pins élancés s'alignaient au bord du ravin, dont une jeune herbe tapissait les versants.

La ville finissait en ce lieu silencieux et triste. Les arbres bruissaient doucement dans les senteurs printanières de la terre renaissante. Ici, ses frères étaient morts vaillamment pour que la vie soit plus belle à ceux qui étaient nés dans la misère, à ceux dont la naissance avait marqué le début de l'esclavage.

Pavel ôta lentement sa casquette, et son cœur se serra douloureusement.

Ce que l'homme possède de plus précieux, c'est la vie. Elle lui est donnée une seule fois et il faut la vivre de façon à ne pas regretter amèrement les années passées sans but, à ne pas éprouver la honte brûlante d'un passé vil et mesquin et à pouvoir dire en mourant : j'ai voué toute mon existence et toutes mes forces à ce qu'il y a de plus beau au monde — la lutte pour

la libération de l'humanité. Et il faut se hâter de vivre. Car une maladie absurde ou quelque tragique hasard peut rompre le cours des jours.

Tout à ces pensées, Kortchaguine quitta le petit cimetière.

A la maison, sa mère, abattue, achevait les derniers préparatifs. Pavel voyait qu'elle dissimulait ses larmes.

— Et si tu restais, Pavloucha ? C'est dur de finir sa vie toute seule. On a beau avoir des enfants, ils s'en vont dès qu'ils ont grandi. Qu'est-ce qui t'attire à la ville ? Ici aussi, on peut vivre. A moins que tu aies trouvé, toi aussi, une petite caille, une fille aux cheveux courts ? Personne ne raconte rien à une vieille comme moi. Artem s'est marié sans m'avoir rien dit, et toi, tu es encore moins bavard. Je ne vous vois que lorsqu'on vous estropie, disait-elle doucement en rangeant dans un sac propre les quelques affaires de son fils.

Pavel la prit par les épaules et la serra contre lui.

— Non, maman, il n'y a pas de petite caille ! Mais sais-tu que les oiseaux se cherchent une compagne de la même espèce ? Tu ne trouves vraiment l'air d'un oiseau ?

Il la fit sourire.

A SUIVRE

## Les cent jours des mineurs américains (1)

# Le refus de la «paix du travail»

par Robert BOARTS et Grégoire CARRAT

Vendredi 24 mars, les mineurs américains doivent se prononcer sur la troisième proposition de contrat qui leur est soumise depuis le début de leur grève, il y a plus de cent jours, la plus longue grève nationale des mineurs de l'histoire des États-Unis.

Le 17 mars, l'ordre de réquisition par la force, que Carter pouvait légalement prononcer a été suspendu jusqu'au résultat de la consultation.

En ignorant l'ordre de cesser la grève et de reprendre le travail lancé par Carter le 9 mars, en vertu de la loi Taft Hartley, les mineurs ont aggravé les difficultés de l'Administration Carter, déjà soumise à de nombreux problè-

mes, tant dans sa politique intérieure qu'internationale.

Si les mineurs ont ainsi engagé l'épreuve de force avec le gouvernement, le patronat et la direction syndicale, c'est que leurs revendications sont importantes. Il ne s'agit pas seulement de revendications de salaires : il s'agit d'abord et avant tout de garantir la possibilité de mener des grèves, y compris contre l'avis du syndicat. Des manifestations de solidarité avec les mineurs ont pris corps de la part de certaines organisations syndicales de l'automobile, de l'acier, ainsi que de la part des fermiers, qui demandent de leur côté un prix garanti pour leur production.

## Les mineurs refusent de vendre leur droit de grève

C'est le 6 décembre que tout a commencé. Le contrat tri-annuel prenait fin. Sur la négociation ouverte entre les patrons regroupés dans la Bituminous Coal Operators Association (BCOA), et le syndicat des mineurs (UMW), pesait la croissance des grèves locales sauvages déclenchées sans l'accord des syndicats. Elles inquiétaient les patrons et défiaient les directions syndicales incapables de les contrôler. Elles avaient pris une extension particulière dans les mines : 2,5 millions de journées

de travail perdues en 1977 contre 1,5 en 1975, dix fois la moyenne nationale.

Rapidement les patrons et les chefs syndicaux se mettaient d'accord sur l'augmentation des salaires, traditionnellement l'objet quasi unique des négociations contractuelles. Les patrons acceptaient une augmentation de 30 % au cours de la période de trois ans prévue par le contrat. Que cherchaient les patrons en cédant rapidement sur les salaires ?

voulaient étendre la période d'essai de 30 à 90 jours pour éviter l'embauche de militants. Dans le second contrat que les mineurs ont rejeté au début du mois de mars cette clause dite de stabilité a été légèrement modifiée : en guise de compromis, le contrat proposait que seuls les instigateurs des grèves pourraient être renvoyés, ce qui est la porte ouverte à la chasse aux militants des syndicats locaux les plus



Partout les mineurs discutent en détail le contrat proposé.

combattifs, et au démantèlement de ceux-ci. Dans le contrat soumis vendredi, cette clause est maintenue sous une forme à peine atténuée.

a cependant un inconvénient : le financement du fonds lié à la production est en partie aléatoire. Les patrons ont prétendu que les fonds avaient été mis à sec par les grèves sauvages et parlaient, cet été, de cesser leur contribution à ce fonds. Dans les contrats qui ont été proposés, il est demandé aux mineurs de payer eux-mêmes sans remboursement les premiers soins. Dans le premier contrat, il était prévu que ce soit jusqu'à concurrence de 700 dollars, dans le second jusqu'à 500 dollars, dans le troisième sur lequel la discussion est en cours jusqu'à 200. Même si les patrons ont réduit leurs prétentions, les premières discussions sur le troisième contrat ont fait apparaître que les mineurs considéraient qu'il s'agirait d'une grave concession de leur part si le contrat était finalement adopté.

En fin concernant les retraites, les patrons veulent imposer un double système de paiements : ceux qui sont partis à la retraite avant 76 recevraient 275 dollars par mois et ceux qui sont partis après 500 dollars.

Selon les échos donnés par la presse américaine, les résultats du vote de vendredi prochain, qui se déroule sous la menace d'un ordre de réquisition en cas de rejet, sont incertains. Ce qui est déjà la plus longue grève de mineurs de l'histoire des États-Unis a pour enjeu la «stabilité», la «paix du travail» dont les mineurs refusent de payer le prix, et affrontent par leur refus aussi bien les compagnies que les directions syndicales. Cette grève laissera des traces profondes. Les mineurs y ont réaffirmé une combativité dont la tradition s'était atténuée et qui renaît dans de nombreux secteurs de la classe ouvrière, notamment sous la forme de grèves sauvages. Cette combativité s'est affirmée à l'échelle nationale contre la direction syndicale la plus «réformiste» des États-Unis et peut marquer une étape dans l'histoire du syndicalisme américaine.

### UNE CONCESSION PATRONALE DE PEU DE PRIX...

Cette concession, au demeurant, ne leur coûtait pas beaucoup : les compagnies sont assurées d'une augmentation de la production et de son écoulement, grâce au plan énergétique de Carter. Le charbon en est un élément essentiel pour parvenir en 1985 à l'auto-suffisance énergétique. Les compagnies comptent, pour obtenir le niveau de production prévu, non sur l'embauche de nouveaux travailleurs mais sur l'augmentation de la productivité. Dans la période des 15 années qui ont suivi la guerre, la productivité avait augmenté de 250 %. C'est dans une voie similaire que les entreprises se sont lancées. Avant le déclen-

chement de la grève, le rythme d'extraction était déjà de plus de 16 millions de tonnes par semaine soit un taux annuel de 800 millions de tonnes, les deux tiers des 1,2 milliard de tonnes prévu pour 1985. L'augmentation de salaire de 30 % coûtait d'autant moins cher aux compagnies que les mines de charbon appartiennent pour une part aux grandes compagnies pétrolières. Gulf Oil, Exxon, etc, qui sont beaucoup moins sensibles à une augmentation des coûts de production que des compagnies qui n'ont que des mines. Enfin, elles étaient assurées que l'augmentation des salaires se répercuterait sur les prix du charbon.

### RETRAITES ET SÉCURITÉ SOCIALE ATTAQUÉES

Si le droit de grève se trouvait au centre de la grève des mineurs, la question des retraites et de la sécurité sociale y occupe également une large place. Depuis 1954, les mineurs ont obtenu le meilleur système de

sécurité sociale des États-Unis. Il est alimenté pas une sorte de royauté, une somme que les patrons doivent verser au fonds de financement pour chaque tonne de charbon extraite. Ce système, unique aux États-Unis,

La réponse aux deuxièmes propositions des compagnies et des directions syndicales : «Le produit est tellement mauvais qu'il peut à peine brûler»



### CONTREPARTIE DEMANDÉE : L'ARRÊT DES GREVES SAUVAGES

En échange de leur concession les patrons voulaient assortir le contrat de clauses anti-grèves. Ils demandaient que tout travailleur qui participait à une grève locale ou nationale se déroulant en dehors des limites du contrat national pourrait être licencié. De nombreux mineurs soupçonnent Miller, le président du syndicat d'être d'accord avec cette revendication. En tout cas il présentait des propositions allant dans le sens des patrons sur les autres points, avant de les retirer au moment où s'achevait la négociation le 30 décembre.

Le premier contrat proposé

aux mineurs reprenait les exigences des patrons : tout gréviste qui avait participé à une grève sauvage et qui n'aurait pas été licencié, verrait son salaire amputé de 20 dollars par jour de grève, somme équivalente à celle que les patrons doivent verser au «Health and Welfare Fund», système de sécurité sociale gérée par les patrons et les syndicats en l'absence d'un système de Sécurité sociale comme en France. En outre, les patrons demandaient le droit de licencier tout travailleur qui avait plus de six absences non autorisées dans une période de quatre mois et